

W

SEPTEMBRE - OCTOBRE 1993

244 • 3,75 \$

**Les propriétaires
de l'industrie
de la musique
au Québec**

**Entrevue
LÉO-PAUL
LAUZON**

**Un comptable
qui redresse
la colonne**

DOSSIER

**Jeunes
en pays
de guerre**



DE L'OFFICE NATIONAL DU FILM DU CANADA

À PROPOS D'ÉQUITÉ EN EMPLOI POUR LES FEMMES...

voici deux nouveaux vidéos de la série FEMMES ET TRAVAIL qui incitent au changement des mentalités, stimulent des débats encore nécessaires et remettent en question les attitudes traditionnelles concernant la famille et le travail



LE PLAFOND DE VERRE

Cinq femmes provenant de milieux de travail différents témoignent avec humour et détermination des obstacles auxquels elles se heurtent quotidiennement dans leurs efforts pour obtenir l'égalité en matière d'emploi. Des barrières parfois flagrantes, souvent subtiles peuvent apparaître lors du recrutement, de l'embauche, de la formation et de la promotion.

RÉALISATION : SOPHIE BISSONNETTE
PRODUCTION : CHANTAL BOWEN

28 minutes C 9292 094*
Available in English under the title
The Glass Ceiling



QUESTION D'ÉQUILIBRE

Des femmes et des hommes décrivent comment une nouvelle organisation du travail leur permet d'équilibrer vie personnelle et carrière. Horaires variables, bureaux satellites, partage de poste, travail à domicile peuvent constituer des conditions de travail mieux adaptées à la vie de tous les jours...

RÉALISATION : HELENA CYNAMON
PRODUCTION : CHANTAL BOWEN

24 minutes C 9292 098*
Available in English under the title
A Balancing Act

Pour location ou achat, appelez sans frais :

Québec : 1 800 363-0328 • Ontario : 1 800 267-7710

Provinces atlantiques : 1 800 561-7104 • Ouest et Nord du Canada : 1 800 661-9867



* Avec sous-titres codés pour les personnes sourdes ou malentendantes.



PROGRAMME FEDERAL
FÉDÉRAL WOMEN'S FILM
DES FEMMES PROGRAM



18



PHOTO: YVES PROVENCER

24



PHOTO: GAMMA/LUDWIG

8



PHOTO: BENOÎT AQUIN

ÉDITORIAL

4

ENTREVUE

8

• **Léo-Paul Lauzon**

UN COMPTABLE QUI REDRESSE LA COLONNE

Il fait les manchettes des médias. Sa spécialité: «relire» les états financiers des grandes compagnies. Quand comptabilité ne rime pas avec neutralité... Humaniste, produit d'un quartier populaire et d'une famille très pauvre, Léo-Paul Lauzon écrit, enseigne et lit pour réclamer des corporations de la créativité, de la transparence et de la responsabilité sociale.

VIE ET CULTURE

18

• **Les propriétaires de l'industrie de la musique au Québec**

DOSSIER

24

• **JEUNES EN PAYS DE GUERRE**

Pour certains-es, la guerre ressemble à un jeu. Mais, pour la plupart, c'est un enfer où ils doivent apprendre à survivre jour après jour. Des jeunes parlent de la guerre et de la violence institutionnalisée autour d'eux comme d'autres racontent leurs aventures au camp de vacances. Non pas avec désinvolture; plutôt avec détails et émotions.

BILLET

7

POINT DE VUE

14

LIRE

17

AUX ÉTATS

38

TOUR DU QUÉBEC

39

CHRONIQUE INSOLENTÉ

41

BANDE DESSINÉE

41

EN MOUVEMENTS

42

QUÉBEC EN COULEURS

46

VO

VO : LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

Fondé en 1951. Magazine d'information alternatif, au service des classes populaires, il traite de leurs conditions de vie et de travail, de leurs organisations, de leur culture et de leurs débats. VO s'inspire du courant chrétien libérateur. Il est publié en collaboration avec la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC), le Mouvement des Travailleurs Chrétiens (MTC) et le Centre de Pastorale en Milieu Ouvrier (CPMO). Ses prises de positions éditoriales n'impliquent cependant pas ces organisations. Les articles publiés dans VO n'engagent que leur-auteur-e-s-es.

Conseil d'administration: Michelle Asselin, Daniel Beaulieu, Esther Champagne, Paul-Émile Charland, Ginette Gaudreault, Monique Tremblay.

Comité de rédaction: Diane Brulotte, Francesca Dalio, Guillaume Dostaler, Abdelhamid Gmati, Françoise Guay, France Paradis, Marc Valade, Pierre Viau. **Collaborations régulières et membres des sous-comités:** Nicole Brais, Marie Constantineau, Guillaume Dostaler, François Gervais, Daniel Gingras, Pierre Hamel, Christine Nagl, Maryse Robert, Marc Valade, Pierre Viau.

Rédaction en chef, coordination, promotion et publicité: Jean Robitaille. **Pupitre et secrétariat de rédaction, montage des couvertures, visuel, comptabilité et rédaction:** Daniel S. Legault. **Gestion des abonnements et traitement de textes:** Ginette Gaudreault. **Représentation publicitaire:** Jean-Guy Renaud et Denis Rioux. **Mise en page:** André Leclerc et Louise Gravel. **Photographie:** René Beaulieu. **Bande dessinée:** Vivian Labrie.

Impression: Imprimerie d'Arthabaska inc.
Distribution: Diffusion Parallèle - Tél. (514) 525-2513
Fréquence de parution: 6 numéros par an
Photo page couverture: Benoît Aquin
Grille de tarifs:
 Abonnement pour individu ou groupe populaire: 20\$/an ou 35\$/2ans
 Abonnement institutionnel: 28\$/an
 Abonnement de soutien: 28\$/an
 Étudiant ou sans emploi: 14\$/an
 À l'étranger (par avion), individuel: 25\$/an
 À l'étranger (par avion), institutionnel: 33\$/an
 Un numéro seulement: 5,10\$ (incl. frais de poste)

VO est membre de la Société de développement des périodiques culturels québécois (SODEP). Les articles du magazine VO sont inscrits dans le répertoire analytique de presse *Points de repère*. Dépôt légal à Ottawa et à la Bibliothèque nationale du Québec. ISSN 0849-035X. Envoi de publication, enregistrement no.0220. Parution: n°244, 1^{er} septembre 1993.

Revue VO, 1212 rue Panet, Montréal (Québec), H2L 2Y7
 Téléphone: (514) 523-5998, télécopieur: 527-3403

PROSTITUTION ET VIOLENCE À MONTRÉAL: «TOUCHEZ PAS À NOS ENFANTS»

DEVANT UNE PROSTITUTION DE PLUS EN PLUS VISIBLE ET AGRESSANTE, ASSORTIE DE RETOMBÉES DU COMMERCE DE LA DOPE, LES GENS D'UN QUARTIER POPULAIRE RÉAGISSENT, APEURÉS. LE *JOURNAL DE MONTRÉAL* EN A FAIT SON CHOU GRAS UNE BONNE PARTIE DU MOIS DE JUIN PASSÉ. PEUT-ON RÉSOUDRE LE PROBLÈME? AVEC OU SANS VIOLENCE?

JEAN ROBITAILLE ET DANIEL S. LEGAULT

Condoms souillés et seringues abandonnées côtoient déjà depuis quelques années les vieilles gommages et les bouteilles vides dans les ruelles, les cours d'école et les mini-parcs où jouent les enfants du quartier Centre-Sud de Montréal.

Centre-Sud, c'est pas le Jardin botanique. La drogue et la prostitution, c'est pas nouveau dans le quartier. La population avait appris à s'en accommoder. Mais les choses ont changé.



PHOTO: BENOÎT AQUIN



PHOTO: YVES PROVENCHE

Une piquerie qui brûle. Tout aurait commencé ainsi il y a une couple de mois. Diagnostic: incendie criminel. La police enquête; les résidents-es s'impatientent. Les prostituées et les piqueries sont connues, reconnues, et pointées du doigt. Depuis que des enfants sont devenus des clients potentiels pour les prostituées et les pushers du coin, la tolérance des parents est disparue. «Nos enfants de 10-12 ans se font offrir des «pipes à trois piastres» par des prostituées à la sortie de l'école pis leurs pushers fournissent les seringues pour les initier à la dope.» C'est la guerre pour nettoyer le quartier de la prostitution et des piqueries. Et chacun choisit ses armes...

EN JOUANT DES BRAS...

Certains voulaient tout régler en une nuit, masqués et équipés de bâtons de baseball. Les nouvelles-télé nous ont d'ailleurs montré en juin dernier des images troublantes de citoyens-nes du quartier Ste-Marie (la partie est du Centre-Sud) s'attaquant aux prostituées et vidant avec rage deux logements soupçonnés d'abriter des piqueries. Quelques heures de violence, histoire de VOULOIR régler un problème que ni la police, ni les services sociaux n'arrivent à résoudre. «Si rien n'est réglé d'ici 2 mois, on va ressortir nos bâtons de baseball.» Cette faction violente a été rabrouée par la majorité, mais pour combien de temps?

...OU EN JOUANT AUX CARTES

D'autres ont fondé un Comité d'action contre la prostitution et les piqueries dans Ste-Marie, composé de citoyens-nes. Mouvement amorcé autour de la Garderie du Carrefour, où les monitrices voyaient, le matin en entrant au travail, des prostituées et leur client en pleine action dans la cour arrière. Raymonde Raymond, porte-parole du Comité, veut bien essayer de comprendre le drame des prostituées, mais à la condition que le problème cesse dans son quartier. Pour cette population-là, la volonté de compréhension a ses limites: ça ressemble au syndrome «Pas dans ma cour».

À un arrêt, une femme qui vient attendre l'autobus s'est fait dire par une prostituée: «Pousse-toé, c'est mon spot icitt'». Ailleurs, ce sont les simples citoyennes qui se font régulièrement racoler par des clients. Le Comité souhaite que les résidents-es puissent se «réapproprier» pacifiquement leur

quartier. On organise des manifestations avec les enfants; on fait des «beach-party» dans les parcs; on s'installe aux coins de rue de travail des prostituées, et on sort les cartes...

LÉGALISER LA PROSTITUTION?

Plusieurs ont ramené l'idée d'une légalisation de la prostitution. Généralement avantageuse pour améliorer les conditions de vie des prostituées, cette solution n'en est pas une ici. On parle dans ce cas d'une prostitution marginale. Les filles sont moins organisées. Elles sont plus poquées aussi. Elles travaillent sur des rues résidentielles. Ici, prostitution et piqueries (contrairement à d'autres lieux de drogue) sont très liées. *Pushers* et *pimps* sont les mêmes personnes. La légalisation de la prostitution ne servirait probablement pas à grand chose. Ces filles, terriblement accrochées à la drogue, se feraient-elles une place dans les bordels légaux? Et les clients qui recherchent des aventures «hors de l'ordinaire», ne pourraient trouver que dans la rue des filles prêtes à tout pour payer leur prochaine dose.

Pour les citoyens-nes des quartiers résidentiels, le problème actuel a commencé lorsque les prostituées-es ont été chassés du centre-ville et dispersés. Ramener la prostitution dans le *Red Light* ne changerait rien à la condition des prostituées-es, mais au moins ne menacerait-elle plus les habitudes de vie des résidents-es des quartiers populaires.

Lise-Anne Bourque, directrice de *Passages*, une maison d'hébergement pour les prostituées qui veulent essayer d'en sortir, convie les citoyens-nes de Centre-Sud à la tolérance et au dialogue. Elle rappelle qu'il faut surtout s'armer de patience, et que les solutions durables passent par des changements profonds dans la société.


Entre-temps, il y a des clients qui en profitent et des prostituées-es qui en bavent. Il y a la répression policière et judiciaire qui ne règle rien. Et il y a des citoyens-nes qui désespèrent. 



PHOTO: YVES PROVENCHE

NOTE – Une erreur de l'imprimerie a fait en sorte qu'une cinquantaine de copies de notre numéro de juillet-août ont été mal montées, comportant les mêmes pages en double et oubliant les autres. Si vous avez été victime de ce problème, veuillez nous contacter, le plus rapidement possible, par la poste, par téléphone ou par télécopie, de façon à ce que nous vous envoyions une nouvelle copie. Merci de votre compréhension.

LA CLINIQUE DE SANTÉ MENTALE



PHOTOS: YVES PROVENCY-ET

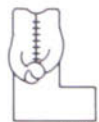
ment correspond bien à celui attendu par l'institution, si tu sollicites les infirmières (souvent différents-es d'un soir ou d'un jour à l'autre) pour leur exprimer tes sentiments, tes problèmes personnels, ton anxiété, et que tu le fais surtout en pleurs, tu conserves tes privilèges.

Par contre, si tu manifestes des résistances en osant parler contre l'institution, en critiquant son fonctionnement de l'intérieur, là on t'enlèvera tes privilèges. Tu n'auras droit progressivement à tes vêtements et à des sorties dans l'hôpital que si tu obéis au système. Si tu ne mets pas fin à tes résistances, tu risques la camisole de force et la chambre d'isolement. Momifié dans cette camisole, amputé de ma dignité, il me restait un tison de résistance: cet article pour VO, qui réchauffait mon cerveau. C'est pourquoi j'ai revendiqué, à la sortie, comme premier privilège, mon ordinateur.

...

On m'a dit: «tu vas pouvoir enfin parler de tes blessures». Mais pendant tout ce temps, on m'a parlé de prescriptions et on m'a rappelé QUI avait le contrôle de

PROTESTATION? CRI DE SOUFFRANCE?
QUAND ON ARRIVE EN MILIEU
PSYCHIATRIQUE AVEC UN SENS CRITIQUE,
ON NE LE LAISSE PAS AU VESTIAIRE...



La santé mentale est un sujet tabou depuis longtemps. D'ailleurs, le mot psychiatrie est presque disparu du vocabulaire quotidien, me disait la docteure Lalonde, jeune omnipraticienne. Elle a rajouté que les gens se présentant à l'urgence avec un problème de santé mentale sont souvent mal perçus, surtout les gens suicidaires. Pour de nombreux médecins, on ne considère pas un acte suicidaire comme une maladie, mais une confrontation à leur métier de sauver des vies.

Le fait même de parler du sujet te rend soupçonnable d'un comportement douteux. «De toute façon, ajoute mon amie docteure, en médecine on ne travaille pas sur la santé, mais sur la maladie; le terme santé mentale n'est pas encore très répandu. Les tentatives de suicide restent

très mal vues chez nous: «sauver la vie de quelqu'un qui a voulu la perdre..., tu parles!»

Comme je ne pouvais en connaître plus en théorie, je suis donc allé vérifier sur place en me présentant comme bénéficiaire suicidaire. Compte tenu de mon adresse de résidence, l'expérience s'est déroulée à la clinique interne de santé mentale du Centre hospitalier Anna-Laberge (CHAL), à Châteauguay.

À l'entrée, comme dans tout bon hôtel, on nous promet des dizaines de services: des chambres simples ou doubles, l'utilisation de ton ordinateur personnel, baladeur, radio, etc... Quelques jours plus tard, tu constates que les services du départ sont, en réalité, des privilèges «behavioraux». Quand ton comporte-

ment correspond bien à celui attendu par l'institution, si tu sollicites les infirmières (souvent différents-es d'un soir ou d'un jour à l'autre) pour leur exprimer tes sentiments, tes problèmes personnels, ton anxiété, et que tu le fais surtout en pleurs, tu conserves tes privilèges.

Par contre, si tu manifestes des résistances en osant parler contre l'institution, en critiquant son fonctionnement de l'intérieur, là on t'enlèvera tes privilèges. Tu n'auras droit progressivement à tes vêtements et à des sorties dans l'hôpital que si tu obéis au système. Si tu ne mets pas fin à tes résistances, tu risques la camisole de force et la chambre d'isolement. Momifié dans cette camisole, amputé de ma dignité, il me restait un tison de résistance: cet article pour VO, qui réchauffait mon cerveau. C'est pourquoi j'ai revendiqué, à la sortie, comme premier privilège, mon ordinateur.

...

On m'a dit: «tu vas pouvoir enfin parler de tes blessures». Mais pendant tout ce temps, on m'a parlé de prescriptions et on m'a rappelé QUI avait le contrôle de

ma guérison: Monsieur et Madame les psychiatres m'ont dit: «Nous connaissons notre leçon... À toi de te taire et d'écouter l'ensemble de nos mesures... Peux-tu répéter ce que nous venons de te dire?» Quand j'ai désiré verbaliser sur la souffrance de ma vie, on m'a simplement répété que je n'avais encore rien à dire. Alors, je reste seul avec une boule dans l'âme et des questions, dans une institution qui cherche, dans ces incohérences, une mission. Je suis venu ici pour gagner le goût de vivre, retrouver mon repos, me comprendre intérieurement et me sentir mieux dans ma peau. J'en ressors avec une âme échouée au fond d'un dossier, dans une mer bureaucratique aux écumes de papiers. Ce séjour chez les classeurs m'aura au moins appris qu'il n'y a pas de meilleure thérapie qu'un-e bonne ami-e.

LE BÉNÉFICIAIRE SUICIDAIRE

LÉO-PAUL LAUZON

UN COMPTABLE QUI REDRESSE LA COLONNE

DANIEL S. LEGAULT

Quand Lauzon s'est penché sur le cas Télé-Métropole, qui montrait ses fonds de poches vidés au CRTC¹, son analyse a montré des profits importants. De plus, cette étude, commandée par le syndicat de la place, a évidemment transformé les négociations! Même Mario Bertrand, le président de TM, n'a pu être trop critique face au travail de Lauzon, se contentant d'un «Lauzon a retenu d'autres hypothèses, d'autres postulats».

«LA COMPTABILITÉ N'EST PAS NEUTRE»

Enfant d'un quartier populaire, Lauzon sait très bien que les gens ne sont pas tous dupes de l'apparente «neutralité» des rapports financiers des grandes entreprises: «dans les classes populaires, les gens ont toujours soupçonné l'existence d'autres livres». La comptabilité, telle qu'on la connaît, est tout sauf objective.

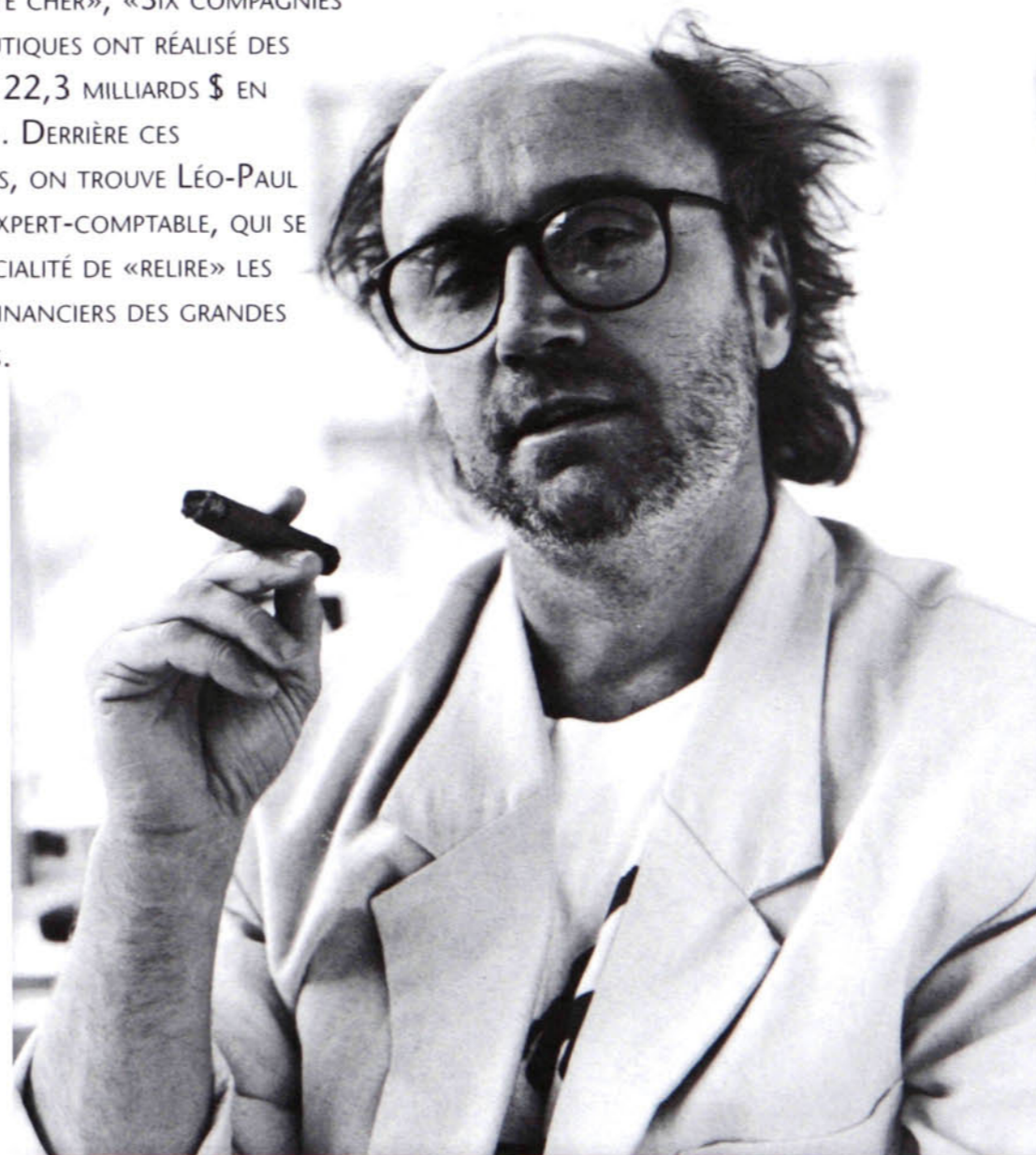
«La comptabilité est beaucoup plus près des sciences occultes que des sciences exactes. Dépendamment des normes utilisées, un bénéfice peut facilement varier du simple au double, ou on peut trans-

1. Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, qui régit toute l'industrie des médias électroniques.

former un bénéfice en perte...» Dans un de ses livres, Léo-Paul Lauzon affirme que la profession comptable est en partie responsable de la crise de 1929, à cause d'artifices et de manipulations comptables.

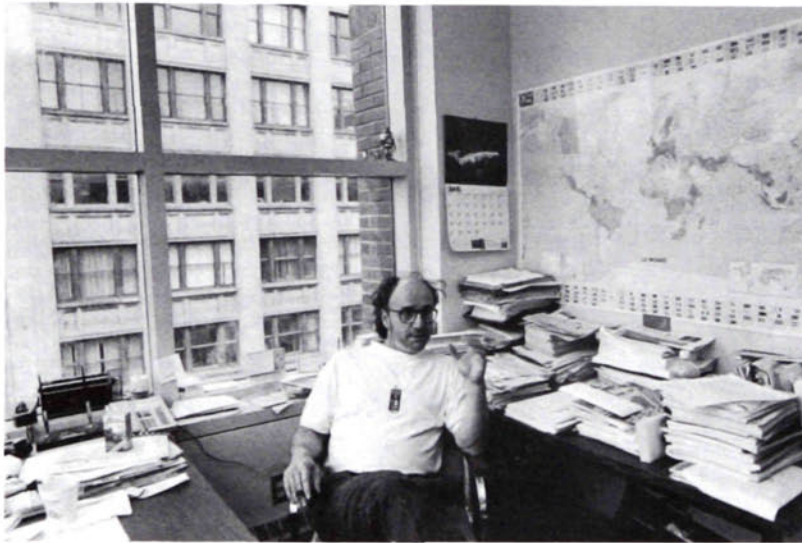
«En 1993, le Canada est le seul pays au monde dont les normes comptables, qui ont force de lois, sont édictées par les comptables eux-mêmes. C'est comme si c'était le Barreau qui faisait les lois civiles et criminelles. Ça affecte tout le monde en société, il faut que ça relève du gouvernement. Même les États-Unis, en 1973, ont relevé le *American Institute of Certified Public Accountants* de cette fonction en disant que ça manquait d'objectivité. Au Canada, ce sont encore les comptables agréés qui font les normes. Mais ils ne sont pas neutres! Ils sont dépendants et tributaires des entreprises. C'est évident qu'ils ne feront pas des normes pour déplaire à leurs clients. Le Comité des normes comptables de l'ICCA est formé de 10 personnes provenant des bureaux de comptables et de 10 personnes provenant des grandes entreprises. Vérificateurs et vérifiés qui s'assoient ensemble pour formuler des normes comptables! C'est d'un illogisme... Les normes comptables au Canada sont donc, dans les faits, formulées par des dirigeants d'entreprises qui engagent, paient et congédient leur vérificateur. Je ne blâme pas les bureaux d'experts-comptables: moi-même si j'étais

QUEL AUTRE INDIVIDU FAIT AUTANT LES MANCHETTES? «CONTRAIREMENT À SES DIRES, TÉLÉ-MÉTROPOLE FAIT DE BONS PROFITS»; «MARCONI DÉMÉNAGERAIT EN ONTARIO»; «L'AVENTURE STEINBERG NOUS COÛTE CHER»; «SIX COMPAGNIES PHARMACEUTIQUES ONT RÉALISÉ DES PROFITS DE 22,3 MILLIARDS \$ EN TROIS ANS». DERRIÈRE CES RÉVÉLATIONS, ON TROUVE LÉO-PAUL LAUZON, EXPERT-COMPTABLE, QUI SE FAIT LA SPÉCIALITÉ DE «RELIRE» LES RAPPORTS FINANCIERS DES GRANDES ENTREPRISES.



PHOTOS DE LÉO-PAUL LAUZON

PAR BENOÎT AQUIN



Léo-Paul Lauzon s'en prend à ce qu'il appelle le mythe de la privatisation, très fort à notre époque. «Quelle différence y a-t-il entre Bell Canada, avec peut-être 5 millions d'actionnaires, et une société d'État qui en a 20 millions? Aucune.»

même pas le salaire d'un stagiaire. Pour faire la contrepartie d'études faites par un cabinet comme Price-Waterhouse, avec mon petit 5 000\$ et mon petit stagiaire, on ne fait pas le poids.»

«Les groupes socio-économiques n'ont pas tous les mêmes moyens», déplore Lauzon, qui constate un déséquilibre malsain de forces, dans lequel il se sent bien petit. «Le patronat fait beaucoup de lobbying, et beaucoup d'idéologie.»

«Il y a une vingtaine d'organisations patronales. Récemment dans la fonction publique, on a dit aux syndicats: «il y a trop de duplication». Oui, c'est vrai, mais il faudrait que le patronat nous envoie un message clair! Les Chambres de commerce, le Conseil du Patronat, l'Association des manufacturiers canadiens, le Conseil des gens d'affaires, la Fédération canadienne des entreprises, etc. J'en ai compté au moins une vingtaine. Ça coûte un bras à chaque entreprise. Pourquoi autant d'associations patronales? Pour faire plus de lobby.»

Et les médias n'en sont souvent que des courroies de transmission. «Les médias d'ici n'ont pas les moyens de faire du journalisme d'enquête. Ils n'ont pas les moyens financiers de faire des contre-analyses ou de décortiquer une étude du Conseil du Patronat.»

«LE BÉNÉFICE D'UNE ENTREPRISE, C'EST UNE PLUS-VALUE COLLECTIVE»

«Le secteur privé demande des coupures dans les soins de santé. Pourtant le coût des produits pharmaceutiques est plus élevé que celui de la rémunération des médecins. Les compagnies pharmaceutiques font des profits exorbitants, pour ne pas dire indécents. Ça coûte une fortune à notre collectivité, et ça a un impact considérable sur les déficits gouvernementaux. On pourrait les mettre au pas. C'est quasiment du monopole, protégé par les lois C-91 et C-22. Les compagnies pharmaceutiques américaines et cana-

«Il faut à tout prix former des impertinents, des déviants et des utopistes comptables.»

Mais aujourd'hui, il y a plusieurs entreprises aussi grosses que des pays. Prenez les ventes annuelles de General Motors, IBM ou EXXON, c'est plus gros que le PNB de bien des pays. Les décisions de ces gens-là ont souvent plus d'impact que celles d'un ministre.»

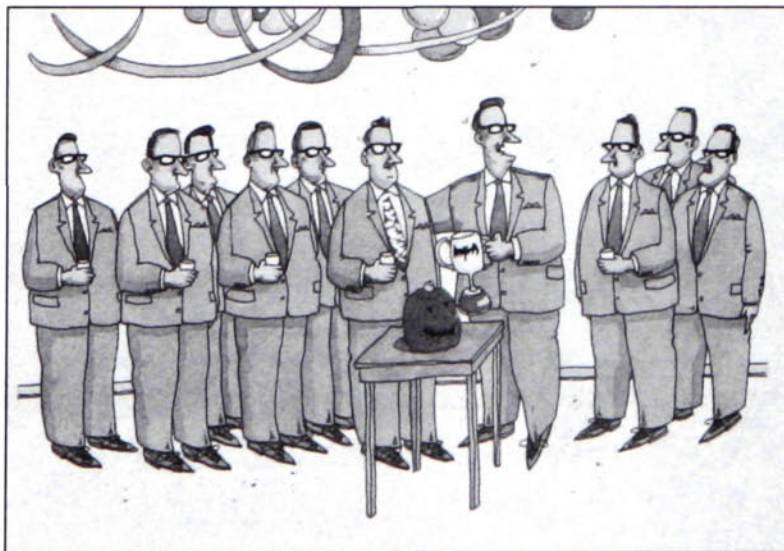
DAVID VS PRICE-WATERHOUSE!

«Un de mes problèmes c'est que je travaille avec des groupes qui ont peu de ressources, peu de moyens. Prenons un exemple. L'an dernier, pour faire une étude sur les pâtes et papiers, Greenpeace Canada m'a donné 5 000\$. Ça ne paye



chez Price-Waterhouse, je ne voudrais pas perdre mes clients!»

Les comptables sont amenés à manipuler de grosses sommes. «L'économie et la comptabilité sont très voisins. La comptabilité s'occupe plus de micro-économie.



«Le premier prix pour le costume d'Halloween le plus original va à Roger Tremblay du service de la comptabilité...»

«Les banques canadiennes ont dilapidé à peu près 50 milliards en 5 ans, dans l'immobilier. C'est déductible comme dépense. Ils auront donc droit à des recouvrements d'impôts de 15 milliards! Collectivement, c'est ce qu'on perd.»



diennes font tellement de lobbying qu'aucun politicien ne veut les mettre au pas. Je trouve ça d'une lâcheté incommensurable. C'est nous qui payons les salaires exorbitants de cette industrie, deux fois plus élevés que ceux du secteur public. Je crois qu'on pourrait fixer un prix réaliste aux produits pharmaceutiques et aller chercher ainsi, facilement, 3 ou 4 milliards \$ par année.»²

«Je ne suis pas contre le secteur privé. Mais c'est comme si ils n'étaient responsables de rien. On a pris toutes sortes de moyens pour les aider à créer plus de richesse. Moins d'impôts, de l'aide gouvernementale, des sociétés d'appui comme la Caisse de dépôt, la SDI, etc. Ils n'ont pas livré la marchandise.» Lauzon considère qu'en 1986, à l'époque où la Caisse de dépôt avait le contrôle effectif de Provigo, le tout était bien dirigé, «par Antoine Turmel et Pierre Lessard (aujourd'hui chez Métro-Richelieu)». On a privatisé, et donné ça à Bertin Nadeau, que Lauzon appelle un «petit aventurier». «Cette aventure-là nous a coûté 1 milliard \$³. Comme celle de Steinberg!»

«Ça en prend des gens d'affaires, mais des entrepreneurs qui ne sont pas véreux et opportunistes. Le premier objectif du secteur privé c'est de créer de la richesse. Pas de se l'approprier aux dépens des autres. Prenez les salaires des dirigeants canadiens ou américains, c'est connu, c'est 10 fois plus élevé que celui des dirigeants allemands ou japonais.»

«J'entendais récemment Dominique Vachon, l'économiste en chef de la Banque Nationale dire «Le pays est en faillite!» Ça c'est totalement alarmiste. Même Moody's le dit que notre endettement est modéré. Mais regardons une banque comme la Banque Nationale: elle a été pratiquement de toutes les faillites. Dans l'immobilier, la Olympia &

York, BCE Development, Campeau, Malenfant, etc.: les banques canadiennes ont dilapidé à peu près 50 milliards en 5 ans, dans l'immobilier. Ça c'est de l'épargne interne qui n'existe plus. Elles sont en partie responsables de nos emprunts à l'étranger. Mettons qu'elles sont imposées à 30%. 50 milliards de pertes, c'est déductible comme dépense. Ils auront donc droit à des recouvrements d'impôts de 15 milliards!⁴ Collectivement, c'est ce qu'on perd.»

«Les banques chièrent beaucoup contre l'intervention gouvernementale. Pourtant, sans elle, ça ferait longtemps qu'elles auraient été mangées par la City Corp, la Chase Manhattan Bank, la Banque de Hong-Kong, et la Banque nationale de Paris. Ça c'était du protectionnisme. Deuxièmement, une bonne partie du profit des banques vient des abris fiscaux: ils vendent plein de RÉER.»

LA COMPTABILITÉ SOCIALE

Beaucoup plus développée en Europe, la notion de comptabilité sociale n'a pas de défenseur plus ardent ici que Léo-Paul Lauzon, qui en a fait, en France, sa thèse de doctorat. Dépassant le strict bilan financier du modèle comptable d'ici, elle peut rendre compte de la situation des ressources humaines (considère par exemple les embauches, congédiements et démissions), du rapport avec l'environnement naturel et traite des retombées sociales de chaque entreprise.

«Les gens du secteur privé me font rire quand ils disent que les syndicats sont déconnectés du secteur privé. Bertin Nadeau et Michel Gaucher sont bien plus déconnectés. Ils arrivent au bureau avec leur chauffeur privé, s'installent au 30e de la Place Ville-Marie. Le soir ils sont au St-James Club et au Club St-Denis ou au Beaver Club. Ils vont jouer au golf au Royal Montreal Golf Club. Ça habite Le Sanctuaire ou le Circle Road à Westmount. Ça a son chalet au lac Memphrémagog. Qui est-ce qui est déconnecté?!?»

2. Soit 10% du déficit annuel canadien! (NDLR)

3. Soit, au Québec, environ 150\$ par personne. (NDLR)

4. Soit plus de 10% annuellement du déficit canadien, ou 150\$ par personne. (NDLR)

ENSEIGNER LA COMPTABILITÉ

Lauzon se définit d'abord comme un prof de comptabilité, ce qu'il fait depuis 1973, à l'Université du Québec à Montréal.

Les sciences comptables apparaissent facilement comme une espèce de ghetto, austère, ultra-spécialisé. Lauzon prône quant à lui une formation multi-disciplinaire pour ses étudiants-es, pour leur permettre (les obliger) d'élargir leur conception de la comptabilité. Avec Lauzon comme professeur, on ne s'en tiendra pas à la comptabilisation des impôts reportés ou des caisses de retraite, il demandera, par exemple, un travail sur la place des femmes dans les grandes entreprises. «Mais j'essaie aussi de faire comprendre l'importance du modèle comptable pour la collectivité et pour chacun des individus, combien a coûté l'aventure Unigesco-Provigo, combien les grandes compagnies payent en impôts, combien ils reçoivent en subventions.»

«A priori, ceux qui arrivent en comptabilité se disent: je vais faire des petites études tranquilles, une petite job tranquille, assez bien payée. Ce n'est pas là qu'on trouve les gens les plus critiques dans la société.»

Lauzon professeur ne laisse pas indifférent. «C'est certain qu'enseigner en économie ou en sciences politiques, il y aurait plus d'étudiants qui me suivraient. Parce que tu peux en avoir des stagiaires: ils se cherchent tous un emploi d'été. Mais moi je leur dis «quand vous faites quelque chose, il faut avoir la foi, il faut communier avec ce que vous faites». Celui qui fait ça va me sortir quelque chose de beaucoup plus novateur et intéressant que celui qui est «sur le neutre», «sur la switch» tout l'été. C'est sûr qu'avec des finissants qui ne pensent qu'à «performer» dans des bureaux de comptables, on n'est pas sur la même longueur d'ondes. Moi je pense qu'au moins la moitié de mes étudiants me détestent, par idéologie, par convictions, etc. Mais je ne les blâme pas. Moi-même quand je suis arrivé ici, je n'étais absolument pas politisé.»

Lauzon lui-même alimente beaucoup les journaux. Est-ce le rôle du département de sciences comptables? «D'après moi, on ne le fait pas assez. Moi j'ai une job en or, je jouis d'une totale liberté de pensée et de parole. Le recteur lui-même ne pourrait pas m'arrêter. Je fais 6 heures de cours. Le reste du temps je peux faire de la recherche fondamentale pour faire avancer la science, ou être critique et observer, objectivement, dans la limite de mes compétences, ce qui se passe dans la société, et prendre position. Y a des comptables 100 fois plus compétents que moi, qui ont 100 fois plus de bonnes idées que moi. Mais quand vous travaillez chez Bombardier ou à la Commission des valeurs immobilières, vous ne pouvez pas dire n'importe quoi.» Lauzon soutient qu'il faut que l'université profite de son indépendance: «elle n'y a aucun mérite, c'est son devoir».

PORTRAIT DE LÉO-PAUL LAUZON, PRATIQUANT, DANS CENTRE-SUD

DANIEL S. LEGAULT

LÉO-PAUL LAUZON A ÉTÉ ÉLEVÉ, ET DEMEURE ENCORE, DANS LE FAUBOURG À MELASSE, LE QUARTIER CENTRE-SUD DE MONTRÉAL. «C'EST DRÔLE, QUAND J'ÉTAIS JEUNE JE PARTAIS DE LA RUE PANET POUR ALLER ÉTUDIER SUR LA RUE SANGUINET; MAINTENANT JE PARS DE CHEZ MOI, SUR LA RUE STE-ROSE POUR ALLER À MON BUREAU À L'UQAM; JE FAIS LE MÊME TRAJET. Y'A PEUT-ÊTRE DES GENS QUI VONT DIRE "IL A UN BLOCAGE"!»

«On vivait sur l'aide sociale, au 1296 Panet. J'avais deux soeurs. On n'avait pas de père, notre mère avait de sérieux problèmes psychologiques. J'étais un peu le soutien de la famille...»

«J'ai commencé à travailler à l'âge de 12 ans, dans une pharmacie au coin de St-Denis et Rachel. Je travaillais tous les soirs de la semaine de 6 h. à 11 h., plus le samedi toute la journée. Ça ne laissait pas le temps de s'amuser. Ça je trouve ça terrible. Il faut laisser aux jeunes le temps de s'amuser. Il faut qu'y jouent, qu'y niaient. Sinon votre jeunesse y passe.»

Il se rappelle quand même avoir passé du bon temps. «Quoi qu'on en dise, les frères et les prêtres qui nous enseignaient s'occupaient vraiment de nous, nous organisaient du sport, nous prêtaient de l'équipement, etc.» Y a-t-il un rapport entre ces bons souvenirs et le fait que Lauzon soit croyant et même respectueux de l'Église? Je suis passablement surpris lorsque Léo-Paul Lauzon, qui est d'une génération assez généralement



anti-cléricale, me confie être encore pratiquant, et aller à l'église au moins chaque dimanche, à l'église St-Pierre-Apôtre, du quartier Centre-Sud, bien sûr. Qu'est-ce que vous pensez de l'Église d'ici? «Moi je suis presque un incondicional de l'Église. Je n'y ai vu, moi, que des gens dévoués et «secourables».»

DE GLACE ET DE MOUTARDE

«Vous savez, la pauvreté on ne s'en rend pas compte tant qu'on n'en sort pas. On était toute une gang de pauvres, mais il y avait toute une générosité et une chaleur humaine entre nous. Celui qui avait un




«Marxiste? Je n'sais même pas c'que c'est!»

des économistes. J'avais été jusque-là habitué aux travaux individuels. Les premiers travaux d'équipe, je m'en souviens: je damnais, y'«opéraient» pas, y m'faisaient chier... J'étais révolté. J'aurais voulu qu'on prenne des décisions d'affaires sans tenir compte de d'autres facteurs socio-économiques. Plus ça a été, plus je m'suis fait *chum* avec des architectes, des psychologues, etc.»

«Pour mon doctorat, j'aurais pu aller aux ÉU, j'aurais peut-être eu un doctorat plus prestigieux, j'en aurais peut-être appris plus en stricte comptabilité. J'ai préféré l'Europe: je venais de divorcer, je voulais

me retrouver là seul, être dépaycé. Là, en plus de mes cours, je me suis acheté des livres en philosophie, en sciences religieuses, j'allais au cinéma trois fois par semaine, j'allais à l'église presque tous les jours, j'avais un autre rythme de vie...»

«Ça me fait drôle de me voir considéré comme un contestataire de sciences politiques: je n'ai pas du tout été formé comme ça. Je ne suis même pas capable de me définir comme de gauche ou de droite. Je suis un prof de comptabilité qui fait son travail du mieux qu'il peut. Il y en a souvent qui me traitent de marxiste, je n'sais même pas c'que c'est!» 

popsicle pouvait le séparer en quatre. Moi et mes *chums* on allait voir jouer les Royaux au stade Delorimier. Quand le vendeur de hot-dogs passait, on lui prenait de la moutarde, seulement, mais c'était aussi bon qu'un filet mignon aujourd'hui. Quand le gars de la *liqueur* passait, on lui prenait de la glace. Quand on allait chez un *chum*, une beurée de beurre de *peanut* avec un verre de *Kik*, c'était un festin royal! Je ne me verrais pas aujourd'hui renier tout ça... C'est sûr que c'est plus payant et plus prestigieux d'être le «conseiller» d'un ministre. Ça ça ferait plaisir à ma mère! Elle me dit souvent: «Léo, à ton âge, avec toutes tes études, tu n'as jamais été manger au St-James-Club?!?» Plus sérieusement, Léo-Paul Lauzon dit qu'il se sent plus à l'aise avec le monde de gauche. «C'est drôle à dire, mais je crois plus à la sincérité de la gauche, aux valeurs que ce monde-là véhicule...»

«J'ÉTAIS UN LÉGUME VIVANT!»

«Je n'avais pas les moyens d'étudier le jour: j'ai fait mes cours le soir, en travaillant le jour. Je travaillais dans un bureau comptable. Ça ne débordait donc pas de la comptabilité.» Et il regrette de ne pas avoir eu une meilleure culture générale. Depuis un certain temps, il prend les bouchées doubles.

«J'étais pratiquement un légume vivant! J'étais un simple petit comptable, sans conscience sociale. Il faut dire, pour comprendre ça, qu'il y a tout un plaisir intellectuel à maîtriser le modèle comptable. ...»

«J'ai été chercher un MBA (une maîtrise en administration d'affaires) à l'école des Hautes Études Commerciales, à temps plein. C'est là que j'ai été en contact pour la première fois avec des psychologues, des architectes, des politicologues,

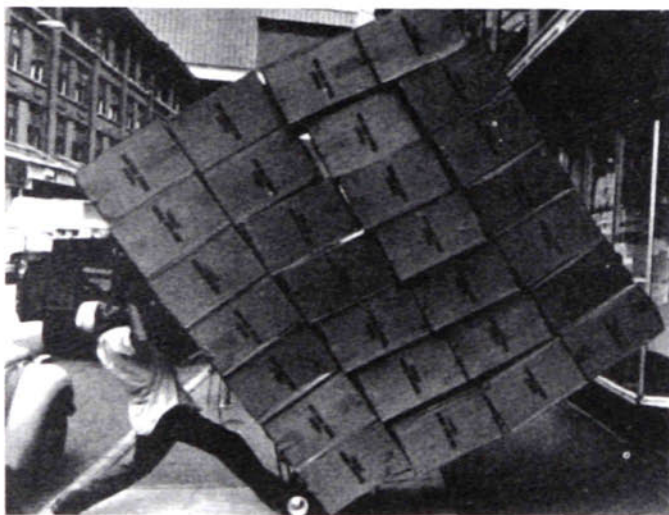
**Ne manquez pas dans le prochain numéro...
Novembre-décembre 1993**

LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

DOSSIER:
**Sur les tablettes
des fonctions publiques
LES PARASITES
DE L'ORGANIGRAMME**

ENTREVUE:
**DENYSE GAUTHIER,
Une histoire de fidélité**

PHOTO PAUL J. MILLER



PARTAGE DU TRAVAIL ET REVENU DE CITOYENNETÉ: DÉMOCRATIE NOUVELLE

PIERRE HAMEL

Fernand Dumont, lors d'une entrevue au *Devoir*, opine qu'«on arrive à une autre révolution nécessaire: celle du partage du travail et du savoir». Faut de quoi, l'on se prépare des générations d'exclus. La crise de l'emploi qui fait rage nécessite que l'on fasse preuve d'imagination. Sait-on, par exemple, que le fait de réduire de 40 à 38 heures la semaine de travail créerait plusieurs milliers d'emplois nouveaux? La rareté de l'emploi, sous l'impact des nouvelles technologies, provoquera peut-être, dans nos esprits, la rupture du lien séculaire entre salaire et revenu disponible.

Inutile de se leurrer! Ni le plein emploi, d'ailleurs officieusement remis en cause dans les milieux syndicaux, ni à plus forte raison la fumisterie de la «main invisible», selon laquelle le chômage se résorberait au fur et à mesure que va s'accroître le PIB, n'offrent les moyens de sortir du marasme engendré par les soubresauts de l'économie.

Loin de se vérifier dans les faits, le postulat de l'homme d'État allemand Helmut Schmidt, pour qui «les profits d'aujourd'hui créent les investissements de demain et les emplois d'après-demain» est chaque jour infirmé par des licenciements massifs. Au nom de la restructuration du marché et de la rationalisation des coûts, les entreprises, en même temps qu'elles mettent de côté leur vieil équipement, disposent sans plus de leurs vieux-vieilles

employés-es. Le virage technologique, tant souhaité par les économistes et les politiciens-nes de tout acabit, draine la majeure partie des nouveaux investissements tant publics que privés.

Cette avancée technologique, qui a pourtant révolutionné les moyens et la capacité de production, se solde finalement par un accroissement purement quantitatif du volume des biens et services. La hausse escomptée du niveau de l'emploi a fait place à une réduction systématique de la main-d'œuvre à cause de la puissance décuplée des procédés informatisés. Les statistiques officielles tendent d'ailleurs à occulter l'ampleur du gâchis. Dans leur déclaration du 14 avril 1993,

les évêques du Canada estiment à environ 3,9 millions de personnes le nombre réel des sans-travail, ce qui inclut les travailleurs-ses à temps partiel, ainsi que ceux et celles qui, découragés-es par la situation de l'emploi, ont abandonné la recherche active. Le temps est venu de repenser non seulement la répartition du temps de travail mais aussi l'adéquation entre rémunération de l'emploi et revenu disponible.

Au Québec, l'idée de partage du travail fait son chemin. Selon Guy Paiement du Centre St-Pierre, «Il faut profiter du vide de la pensée politique actuelle pour faire des propositions aux partis qui, avec le temps, en incorporeront des éléments».





TAXER LA SPÉCULATION

Toujours d'après Guy Païement, il faut se départir du laisser-faire qui caractérise l'État néo-libéral. L'entreprise est redevable à la collectivité d'une bonne part des investissements, tant en ressources humaines que monétaires, dans les infrastructures mais aussi dans la préparation et la formation des effectifs, via le système public d'enseignement. D'où l'hypothèque sociale qui lui est accolée ainsi qu'à sa technologie et qui devrait se refléter dans la fiscalité au moyen d'un impôt sur la plus-value technologique en plus d'une taxe à la spéculation.

Le partage du travail constitue une façon de mettre fin à la discrimination envers les exclus-es de l'emploi et, par voie de conséquence, à la marginalisation économique, sociale et culturelle des personnes. Il induit la reconnaissance des emplois d'utilité sociale parmi lesquels le travail de la mère ou du père au foyer, le bénévolat, ainsi que le fait de militer dans une organisation, mouvement ou parti, quels qu'ils soient.

Un des effets de cette nouvelle organisation du travail pourrait être d'amener les citoyens-nes à reprendre le contrôle des affaires publiques qui sont à l'heure présente confiées à l'État et à son armée de fonctionnaires. D'un système représentatif avec délégation de pouvoirs, nous passerions à la démocratie directe. Il n'y a aucune raison pour que l'environnement, les priorités sociales, de même que l'allocation des ressources, pour ne citer que ces cas, restent la chasse-gardée des politiciens-nes et experts-es de tous poils.

À ceux-celles qui s'inquiéteraient du fardeau fiscal des entreprises et de la charge financière de l'État, il convient de faire remarquer que le coût de revient des entreprises reste sensiblement le même, puisque les salaires payés ne reflètent que le temps effectivement travaillé. Quant aux dépenses sociales de l'État, la réaffectation des sommes allouées au soulagement du chômage (en plus des gigantesques coûts sociaux du non-emploi) fournirait une tranche plus qu'appréciable des argents canalisés dans les prestations de revenu de citoyenneté.



PHOTO: GUY DUELLET

Reste une objection à l'effet qu'un revenu de citoyenneté mènerait à une pénurie de main-d'œuvre pour certaines tâches essentielles (soins aux gens âgés et aux malades, hygiène et travaux publics) et qui ne cesseront pas de l'être malgré les progrès de la technologie. Non seulement doit-on les répartir équitablement, mais aussi faire en sorte qu'elles soient accomplies de façon convenable. Ce dernier point suppose la motivation de la part des exécutants-es de ces tâches qui peuvent parfois être ingrates. Nous touchons ici au sens de l'initiative et de la responsabilité de chacun-e.



VERS UN SERVICE CIVIQUE?

La création, sur une base incitative, d'un service civique comportant un contrat dans lequel chaque citoyen-ne serait partie, pourrait s'avérer être efficace. Un tel contrat, fruit d'une négociation libre et d'un consentement volontaire, stipulerait la nature et l'étendue de la tâche, de même que les investissements et les émoluments convenus. Mais, qu'advierait-il des tâches ou services pourtant essentiels mais dont personne ne pourrait ou ne voudrait se charger? Faisant alors jouer la loi de l'offre et de la demande, l'État pourrait les mettre aux enchères tout en bonifiant la prime rattachée à leur exécution. Ou bien instituer un service civique obligatoire dont la durée diminuerait, au fur et à

mesure des innovations techniques ou autres, jusqu'à ce qu'elle soit ramenée à son plancher minimal.



LE RÔLE DE L'ÉTAT

La rareté du travail due aux nouvelles technologies exige qu'on procède à un partage. Ce qui signifie organiser l'activité productive sur la base d'une réduction généralisée de sa durée, dans le but de permettre à ceux et celles qui n'ont pas d'emploi de pouvoir en occuper un. Cette diminution du temps de travail doit être assortie du versement d'un «deuxième chèque» ou revenu de citoyenneté payable par l'État, pour que soit maintenu le pouvoir d'achat des employés-es.

À l'État incombe la responsabilité de légiférer et d'établir, au besoin, des incitatifs fiscaux afin de créer les conditions propices au réaménagement du temps passé au boulot.

Une façon d'y arriver est l'introduction généralisée du mi-temps tout au long de la vie «active»: études et formation, congés parentaux, périodes sabbatiques, stages, réorientation de carrière, préretraite, retraite. Dans une optique de travail partagé, les emplois à temps partiel cessent d'être une contrainte liée à la situation de l'emploi pour devenir plutôt le libre choix de l'employé-e qui en négocie les modalités. 16



Pour de la formation
vraiment populaire



- Formation en organisation
- Formation en communication
- Formation pour les intervenants psycho-sociaux

Sessions à date fixe et sur mesure

1212, rue Panet, Montréal (Québec)
H2L 2Y7
☎ (514) 524-3561



Devenez
membre de
laSSJBM!

Pour obtenir un
Québec
indépendant et la
fin des
quémandages
constitutionnels
humiliants.

Joignez-vous aux personnes
de toutes origines ethniques
et sociales membres de la
Société Saint-Jean Baptiste
de Montréal

LA PRODUCTION
VIDÉO VOUS INTÉRESSE !



"PRODUIRE EN VIDÉO LÉGÈRE"

UNE TROUSSE PÉDAGOGIQUE DE 360 PAGES
INCLUANT UNE CASSETTE DE 45min PERMETTANT
DE MAÎTRISER LE LANGAGE, LES TECHNIQUES ET
LE PROCESSUS DE PRODUCTION.

DISPONIBLE EN FRANÇAIS ET ESPAGNOL,
EN FORMAT NTSC, PAL OU SECAM

120.00 \$ CAN. (+ FRAIS DE MANUTENTION ET TAXES)

INFORMATION:



VIDÉO TIERS-MONDE
3680 JEANNE-MANCE # 430
MONTRÉAL, QC.,
H2X 2K5



TÉL.: (514) 882-6880
FAX: (514) 882-5122
E-MAIL: info@videaz.com

O U I, J E D E V I E N S M E M B R E

SSJBM, 82, rue Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec)
H2X 1X3 • (514) 843-8851

Cotisation: 10 \$ (étudiant/ve: 5 \$)

Je fais un don

Total

Norm: _____ Prénom: _____

Adresse: _____ App.: _____ Ville: _____

Code: _____ Tél.: _____ Date de naissance: _____

Occupation: _____ H F

LA SCIENCE VS L'HUMAIN

GUILLAUME DOSTALER

Sous la direction de Marcel J. MÉLANÇON et Raymond D. LAMBERT
Le génome humain, une responsabilité scientifique et sociale
Les Presses de l'Université Laval, 1992, 176 p.

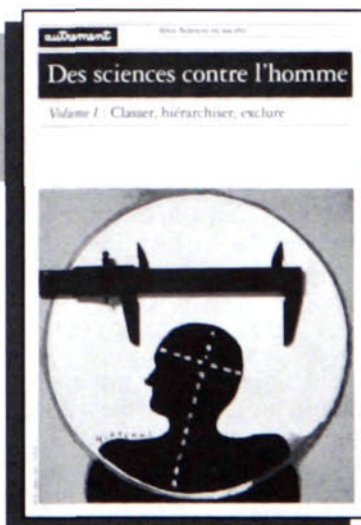
Le projet de cartographie et de séquençage du génome humain (Human Genome Organisation, HUGO)¹ est déjà sérieusement entamé sans que des jalons éthiques n'aient véritablement été établis, malgré les risques inhérents à l'entreprise. C'est du moins ce qui nous reste comme impression après la lecture de cet ouvrage collectif, qui est un compte rendu d'un colloque qui a eu lieu sur le sujet à l'Université de Sherbrooke, en mai 1991.

Organisé par la branche québécoise du *Mouvement universel pour la responsabilité scientifique* (MURS-Québec), ce colloque réunissait des généticiens-nes, des philosophes (éthique), des juristes, des sociologues et autres spécialistes concernés par le sujet.

Le livre est divisé en 11 chapitres, dont les thèmes vont de l'exposition des aspects technologiques du projet, des applications médicales présentes et à venir, des résultats de recherches effectuées sur des animaux, en passant par les questions d'éthique, les aspects juridiques et sociaux. Un chapitre critique vigoureusement le projet en lui prêtant même des visées de contrôle social sans précédent.

Le douzième chapitre rapporte les débats qui ont été tenus lors du colloque entre le public spécialisé ou profane et les spécialistes invités.

On ne peut s'empêcher de faire des parallèles avec d'autres découvertes majeures qui promettaient autant qu'elles pouvaient faire craindre le pire, comme la physique nucléaire. Pour certains-es, les risques sont trop élevés et il faut renoncer à s'engager plus à fond dans un tel projet. Pour les autres, qui insistent sur les bienfaits possibles à court et long terme, il faut aller de l'avant, tout en mettant en place des mécanismes de sécurité pour contrer les risques, en faisant une distinction entre l'acquisition des connaissances et l'utilisation de ces connaissances à l'intérieur de limites préservant l'humain. En ces temps de risques nucléaires, de dégradation de l'environnement et de grands désordres sociaux, il y a peut-être lieu de s'inquiéter. Mais peut-on empêcher le progrès?



Dirigé par Claude BLANCKAERT
Des sciences contre l'homme, Volume I: Classifier, hiérarchiser, exclure,
Volume II: *Au nom du Bien, Revue Autrement, Série Sciences en société,*
nos 8 et 9, Mars et Avril 1993

Cette édition de la revue *Autrement*, qui comporte exceptionnellement deux volumes, jette un regard critique sur les sciences et montre comment celles-ci ont souvent servi historiquement à légitimer des pratiques de contrôle, de discrimination ou d'exclusion, contraires à toute idée d'humanité.

Le second volume, plus actuel, met en perspective plusieurs dossiers qui démontrent le danger à proposer une vision trop réductrice de l'homme et à ainsi mettre en cause la façon dont il est traité. De façon plus globale, l'ensemble de l'ouvrage questionne l'idée selon laquelle la science porterait en soi sa propre éthique de la connaissance. Qu'elle serait neutre socialement et idéologiquement de par le caractère objectif de ses méthodes.

1. Voir «Le projet international Génome humain – Qu'est-ce que ça génère en hiver?», *VO*, n° 242, Mai-juin 1993, pp. 20-22.

LES PROPRIÉTAIRES DE L'INDUSTRIE DE LA MUSIQUE QUÉBÉCOISE: DES GAULOIS QUI RÉSISTENT ET CONTRÔLENT, DE L'ENREGISTREMENT À LA VENTE AU DÉTAIL

FRÉDÉRIC ZALAC

PHOTOS: YVES PROVENCHER



PAUL PICHÉ, ROCH VOISINE, LOUIS LORTIE, UZEB... LA RENTRÉE CULTURELLE AMÈNE IMMANQUABLEMENT SON CORTÈGE DE LANCÉMENTS DE DISQUES ET DE SPECTACLES. LE GALA DE L'ADISQ ARRIVE À GRANDS PAS ET LES GRANDS DE L'INDUSTRIE QUÉBÉCOISE DE LA MUSIQUE IRONT PARADER AU MICRO EN SE FÉLICITANT UNE FOIS DE PLUS.

Il s'agit d'un marché – si l'on ne regarde que la production de disques – de 200 millions \$ par année au Québec. Et c'est aussi une formidable histoire à succès à l'échelle mondiale, qui fait de l'industrie québécoise une espèce rare, enviée à l'étranger. Car ici, à l'inverse du reste de la planète, ce sont les maisons de disques indépendantes qui raflent 85% de la production québécoise. Les grandes multinationales, les *majors* comme on les appelle dans le jargon, ne produisent que 15%. Mais si aujourd'hui les multinationales sont peu impliquées dans le produit québécois, qui le contrôle et comment?

Voici un petit exemple. Supposons que vous avez décidé d'acheter le plus récent album de Paul Piché au magasin Archambault Musique. Vous l'aimez tellement que, aux Francofolies, vous allez voir l'artiste au Spectrum. Et vous achetez le chandail officiel de l'événement, histoire de conserver le souvenir de votre soirée mémorable jusqu'à la diffusion télévisée du spectacle. Vous êtes cependant loin de vous douter que la plupart des entreprises avec lesquelles vous venez de faire affaire sont liées entre elles ou appartiennent carrément aux mêmes propriétaires.

LE RÈGNE DES MAJORS

Pour comprendre où nous en sommes aujourd'hui, nous devons faire un rapide retour en arrière, à l'époque où les *majors* occupaient tout l'espace. Des débuts du disque, dans les années 20, jusqu'aux années 60, les artistes québécois-es, comme la Bolduc et Dominique Michel, enregistrent chez les multinationales installées à l'étranger, à Paris ou à New York.

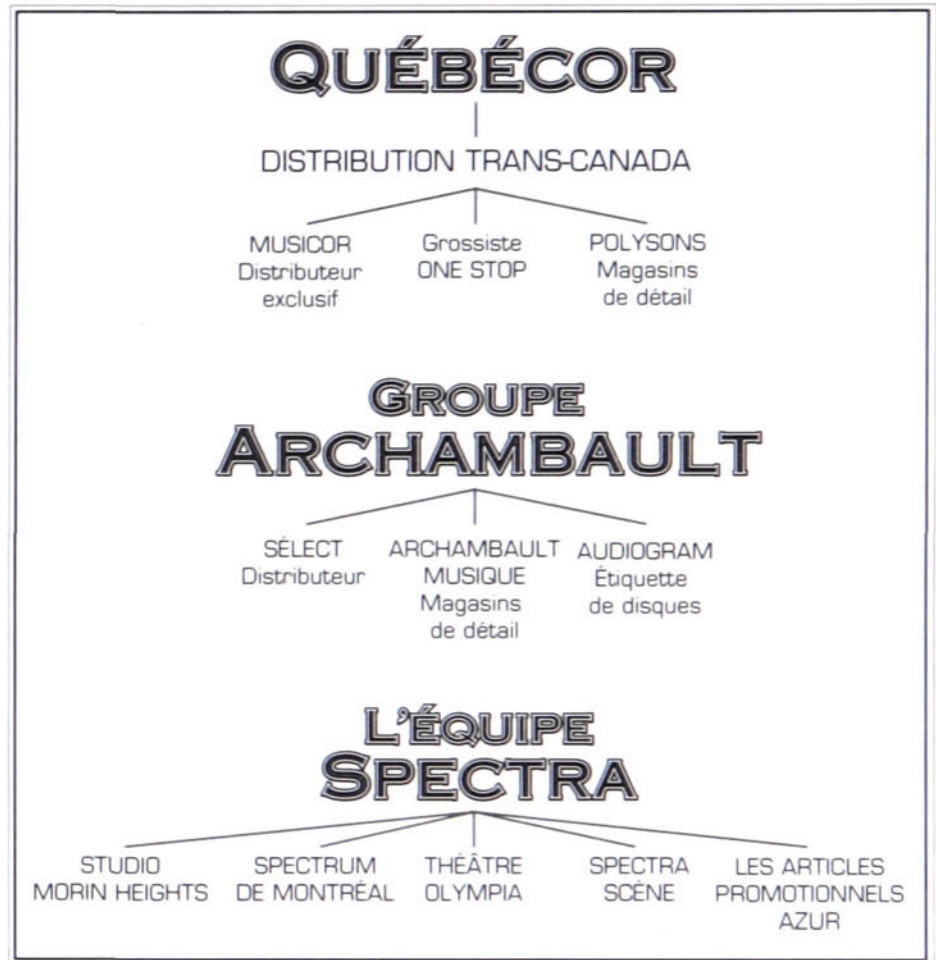
Puis le Québec connaît un boom musical avec l'arrivée des années 70. La production québécoise augmente à un rythme fou. Mais l'essentiel des disques d'artistes québécois-es est produit par les filiales locales des multinationales. Il y a bien quelques rares producteurs indépendants qui apparaissent, comme Guy Cloutier et Guy Dufresne, mais ils ont généralement une brève existence et un petit volume de vente. C'était, en tout cas, encore bien loin d'une industrie.

À partir de 1979, une crise importante secoue l'industrie du disque de tous les pays industrialisés. La production est au point mort pendant trois ans. À cela vient s'ajouter la récession économique du début des années 80. Les ventes de disques tombent en chute libre.

Robert Pilon, président de la firme Média Culture et vice-président aux affaires publiques pour l'Association québécoise du disque, du spectacle et de la vidéo (ADISQ), explique que le petit marché québécois était devenu très peu intéressant. «Des patrons locaux des filiales multinationales ont dû recevoir un coup de téléphone de New York ou de Los Angeles en leur disant de se contenter de vendre Michael Jackson pour cette année-là. La situation économique était telle qu'ils ne voulaient plus se risquer à investir sur un artiste québécois.» De 1979 à 1985, les multinationales se retirent donc massivement de la production québécoise. Toutes celles qui avaient leur siège social à Montréal déménagent leurs pénates à Toronto.

LA FILIÈRE QUÉBÉCOISE

Abandonnés-es comme des orphelins-es, les artistes québécois-es ont dû se replier



sur une industrie locale naissante. Profitant du vide créé, un certain nombre d'entreprises apparaissent, comme l'étiquette de disques ADM, fondée par Rosaire Archambault (propriétaire du célèbre magasin de musique), Gilbert Morin et André Di Cesare. «Au début, poursuit Robert Pilon, ce sont des affaires de sous-sol. Les gars travaillaient dans leurs chars. Un certain nombre d'entre eux avaient

un emploi dans les multinationales pendant les années 70.»

C'est le cas notamment de Michel Bélanger, un ancien de chez London, qui décide de créer l'étiquette Audiogram en 1983. «À la fondation d'Audiogram, la situation de l'industrie au Québec était catastrophique», se rappelle Richard Pelletier, directeur des communications de la compagnie. «C'était vraiment les années de vaches maigres, dit-il. Des artistes connus comme Paul Piché se promenaient avec leurs démos sous le bras et ne trouvaient pas preneur.» C'est finalement Audiogram qui relancera Piché en 1984, puis Richard Séguin en 1985.

D'après Robert Pilon, des 20 plus grandes entreprises indépendantes, 17 ont été créées après 1980. C'est dire qu'en l'espace de dix ans, il s'est créé au Québec une industrie indépendante constituée d'une soixantaine de maisons de disques! Une quinzaine d'entre elles sont bien structurées et produisent deux ou trois albums par année.

Tous ceux qui ont participé à mettre sur pied cette industrie se connaissent très





bien. En fait, ils ont tous commencé ensemble et viennent à peine d'atteindre la quarantaine. Les liens informels qui les unissent forment une confrérie. «C'est un clan, remarque François Arcand, pdg de la firme Culture Inc. Ce sont des gens qui ont fait des choses extraordinaires ensemble. André Ménard, Alain Simard, Michel Bélanger et les autres entretiennent des relations durables, ils se sont épaulés pour bâtir l'industrie.»

Mais d'après Luc Martel, président de Radio-Activité, un hebdomadaire spécialisé sur l'industrie de la musique, il s'agit d'un milieu très petit, d'une «mafia» où n'entre pas qui veut. «Il faut de la chance, du talent et de la persistance», dit-il. Et probablement un peu d'argent aussi...

QUI POSSÈDE QUOI

Cette industrie indépendante a réussi à gruger tranquillement l'espace occupé par les *majors* et leurs très populaires produits anglophones. La part de marché du disque québécois est passée de 10% en 1980 à près de 30% des disques vendus au Québec en 1990, toutes catégories et toutes langues confondues.

L'Équipe Spectra, dirigée par Alain Simard et André Ménard, est sans conteste le regroupement le plus puissant de l'industrie québécoise. Spectra possède le studio

d'enregistrement de Morin Heights, la compagnie de production Spectra Scène (spectacle, télévision, gérance d'artistes), le Spectrum de Montréal, le théâtre Olympia, le Festival de Jazz de Montréal, les Francofolies et la compagnie d'articles promotionnels Azurs. L'équipe compte huit relationnistes travaillant à plein temps. Avec un chiffre d'affaires d'environ 25 millions \$ par année, la machine Spectra est impressionnante.

C'est à cet empire que s'est rattachée en 1986 la compagnie de disque Audiogram, la plus importante au Québec, avec des artistes comme Jean Leloup, Michel Rivard et Richard Séguin. «Ce regroupement a vraiment été une étape très importante pour nous, affirme Richard Pelletier. On contrôlait toutes les étapes de la production: enregistrement et production de disques, réalisation de clips, salles de spectacles, festivals et grands spectacles. On était en mesure d'encadrer entièrement la carrière d'un artiste.» D'après Pelletier, c'est ce qui a poussé Audiogram en avant.

Or, depuis janvier dernier, Michel Bélanger a racheté les parts que détenait Spectra dans Audiogram. Mais les liens ne sont pas complètement coupés. Une entente prévoit que les activités sur scène et à la télévision des artistes sous contrat relèveront de Spectra, alors que le volet

du disque sera entre les mains d'Audiogram. Cet accord concerne aussi la coproduction et la mise en marché. Il s'agit donc d'une séparation légale mais avec le maintien quasi-intégral de la collaboration antérieure.

Robert Pilon estime qu'avant la séparation d'Audiogram, on pouvait voir dans cet ensemble «notre petit Time-Warner à nous autres». Il est intéressant de noter que, bien qu'il n'y ait jamais eu de liens directs entre Spectra et le Groupe Archambault (les magasins de disques et la maison de distribution Sélect), les deux entreprises étaient actionnaires d'Audiogram. Le secrétaire trésorier d'Audiogram est, encore aujourd'hui, Rosaire Archambault.

L'INTÉGRATION VERTICALE

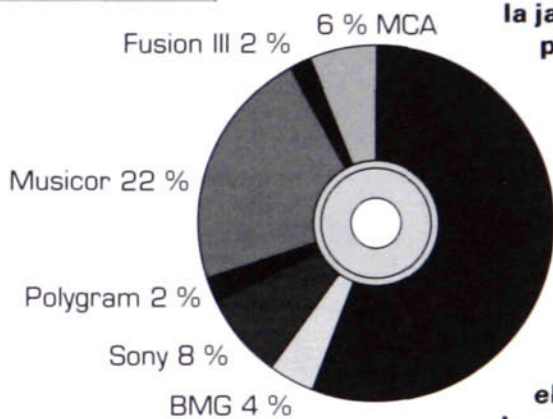
Surprenant? Il existe d'autres exemples de ce genre d'intégration verticale. La plupart des entreprises québécoises qui oeuvrent dans le domaine du disque ont également une certaine présence dans la production de spectacles, dans la gérance d'artistes, dans le *booking* et même parfois dans la production d'émissions télévisées comme le font Jean-Claude L'Espérance ou Guy Cloutier. Ce dernier possède, de plus, sa salle de spectacle, le Capitol, à Québec.

Michel Sabourin est un autre exemple. Il est gérant et tourneur (responsable de la logistique d'une tournée). Sabourin est propriétaire lui aussi d'une salle de spectacle - le Club Soda - et devrait avoir sous peu son étiquette de disque. Pour sa part, André Di Cesare, le propriétaire des disques Star, vient de faire construire son studio d'enregistrement. «Ici, dit Luc Martel, tout le monde porte à peu près tous les chapeaux. Il n'y a pas beaucoup d'argent à faire et si on veut en faire, il faut être à la fois producteur, éditeur, producteur de spectacle, gérant. Ils font presque tous ça.»

Pour les artistes, cette concentration peut avoir des effets catastrophiques. L'histoire des déboires de la chanteuse de jazz Karen Young, avec l'équipe Spectra, est troublante. Lors du «Concert pour nos rivières» au Spectrum, elle dénonce la compagnie Alcan. Or Alcan était le principal commanditaire du Festival de jazz. Les dirigeants de Spectra n'ont pas apprécié, et ont entamé un boycottage de la chanteuse. Malgré tout, Jean Lacasse, son gérant, croit que ceux qui contrôlent l'industrie n'agissent pas par mesquinerie. «Il n'y a pas de gros méchant là-dedans, mais un monopole, c'est un monopole. Ce sont

LES PARTS DU MARCHÉ ET L'EMPIRE DES MULTINATIONALES

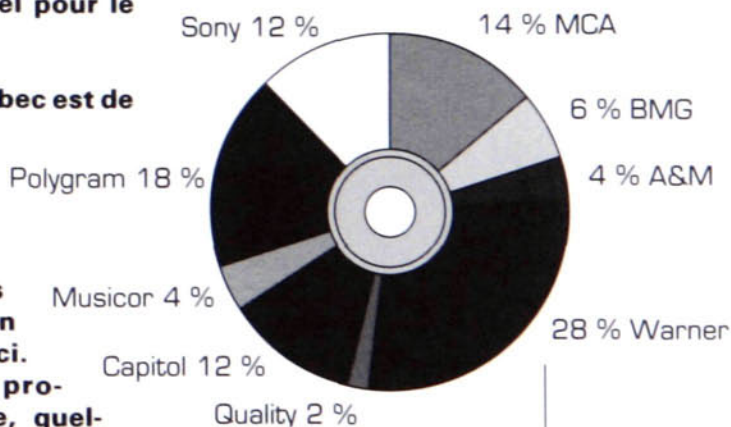
Les six grandes multinationales de la musique, l'allemande BMG, la japonaise Sony, la britannique Capitol-EMI, l'états-unienne Warner, la japonaise MCA et la néerlandaise Polygram, se partagent à elles seules près de 85% des 29 milliards \$ que représente l'industrie mondiale de la musique. Le chiffre d'affaires moyen de ces majors oscille autour de 3,5 milliards \$.



Les filiales locales de ces géants servent à distribuer le produit états-unien et certains produits mondiaux. Occasionnellement, selon certaines périodes et selon l'ampleur du marché domestique, elles s'impliquent en plus dans la production et la mise en marché d'artis-

tes locaux qui ont un potentiel pour le marché mondial.

Leur principale activité au Québec est de distribuer chez-nous le produit international, anglais dans 99% des cas. Elles distribuent aussi au Québec les produits de la filiale correspondante en France. Francis Cabrel, distribué par Sony en France, le sera également ici. Enfin, les multinationales produisent, de façon épisodique, quelques produits locaux pour le marché local, surtout lorsqu'un-e artiste a des chances de percer sur la scène internationale. C'est le cas de Céline Dion chez Sony.



Anglophones

d'énormes compagnies qui ont de grosses dépenses et qui doivent vendre pour survivre. Ils n'agissent qu'en fonction du potentiel de vente d'un artiste.» De nombreux artistes ont également connu des difficultés avec l'industrie. C'est le cas de la chanteuse Ginette Reno qui a mis sur pied sa propre compagnie de production et de distribution, Melon-Miel.

PÉLADEAU VS ARCHAMBAULT

Sélect et Trans-Canada sont les deux principaux distributeurs de produits francophones au Québec. Selon des données compilées par Radio-Activité en décembre dernier, ils occupent respectivement 56% et 22% du marché des ventes de

disques. À eux seuls, ils représentent donc 78% du marché total, reléguant loin en arrière les entreprises de distribution locales des multinationales du disque. Il s'agit encore d'une situation assez unique au monde. En France et au Canada anglais, il n'y a pas de distribution indépendante.

Sélect, la première maison de distribution québécoise, appartient à l'important groupe Archambault. Cette entreprise, qui fut avant tout un des premiers magasins de disques de Montréal, est née au tournant du siècle au coin des rues Sainte-Catherine et Berri. Au début des années 60, Archambault se lance dans la distribution de disques et crée la compagnie

Sélect. Depuis 1984, l'entreprise a ouvert trois nouveaux magasins et a acheté le magasin Musique d'Auteuil à Québec. On évalue le chiffre d'affaires du groupe Archambault à près de 30 millions \$ par année.

Sélect est évidemment assurée d'un bon réseau de vente au détail par la chaîne des magasins Archambault. Cela veut dire concrètement que les produits de Sélect sont placés en évidence sur les tablettes, qu'ils sont particulièrement supportés lors de leur mise en marché, et que les prix sont compétitifs. «Les autres le font aussi», dit Claude Ménard, le directeur des ventes au détail de Archambault. Et il a raison.

La chaîne de magasins de disques HMV est un autre cas intéressant à analyser à cet égard. HMV est une filiale de la compagnie Temi Canada de Toronto, directement reliée à la multinationale britannique Capitol Records - EMI. Cette dernière peut donc tout contrôler, de l'enregistrement à la vente au détail, à travers le monde.

Mais le principal compétiteur du groupe Archambault, c'est Trans-Canada, une filiale de l'imposant groupe Québecor. Trans-Canada possède Musicor - un distributeur du même type que Sélect -, un grossiste appelé One-Stop qui dessert 600 clients, et la bannière Polysons, qui compte 59 magasins de disques de détail. «C'est un bon réseau pour vendre nos produits, indique Chantal Reid, la directrice générale de Trans-Canada. Si on a deux produits similaires, un qui vient de chez Sélect et l'autre de Musicor, on va évidemment pousser le produit Musicor.»

À première vue, on a affaire à un marché occupé presque entièrement par deux distributeurs, Sélect et Trans-Canada. Mais les multinationales sont là aussi. Un pro-


ducteur qui cherche une alternative peut toujours aller frapper à la porte des six filiales de distribution des majors. C'est le cas de la maison de disque Isba et des disques Traffic, distribués respectivement par Sony et MCA.

À L'HEURE DES OFFRES D'ACHAT

Malgré plusieurs liens serrés, et de puissants empires comme Spectra, on ne peut pas assimiler notre industrie de la musique à un véritable oligopole. Nous n'en sommes pas encore à la situation des multinationales qui possèdent studios, maisons de disques, usines de pressage, réseaux de distribution et chaînes de magasins. La plupart des salles de spectacle du Québec appartiennent, soit à des organismes sans but lucratif soit à l'État. Les réseaux de radio et de télévision n'ont aucun lien de propriété direct avec l'industrie de la musique. Les studios d'enregistrement sont presque tous indépendants. En fait, une bonne part de l'industrie peut agir de façon indépendante.

Mais la situation pourrait changer dans les années à venir. Selon Robert Pilon,

notre industrie est dynamique mais fragile. «Il ne faudrait peut-être pas trop paivoiser. Je suis renversé qu'il n'y ait pas eu de faillite après trois ans de récession.» Le grand mouvement de concentration à l'échelle mondiale se poursuit. Les *majors* sont intégrées au sein de grands conglomerats de produits d'électronique ou de télécommunication. Dans ce mouvement, il est possible que des entreprises performantes d'ici soient des proies intéressantes pour les *majors*. La rumeur veut que des multinationales aient fait des offres d'achat pour acquérir des maisons indépendantes québécoises.

La révolution technologique va aussi changer le paysage de l'industrie. Dans quelques années, il est possible que les supports mêmes de la musique - le disque compact ou la cassette - disparaissent au profit de nouveaux systèmes de distribution numérique via le câble ou le téléphone. Qui contrôlera cette distribution? Qu'advient-il des magasins de disques? Comment s'adaptera l'industrie québécoise? Les pressions seront fortes contre ces Gaulois qui résistent toujours et encore à l'envahisseur... 



Jeunesse du Monde : un mouvement de jeunes pour la solidarité internationale

Des jeunes, des milliers de jeunes se lèvent debout au nom de la dignité humaine. Ils sont convaincus de pouvoir jouer un rôle pour rétablir l'équilibre sur la planète.

Ils sont dans les écoles secondaires, les cégeps, les universités, les maisons de jeunes, les paroisses et les quartiers.

Jeunesse du Monde les regroupe, les accompagne et les pousse à prendre la parole et à poser des gestes concrets pour la paix, le dialogue inter-culturel, la justice, le respect des droits humains et le respect de la Création au Nord comme au Sud.

Pour connaître les projets actuellement sur la table et, pourquoi pas, vous joindre à ces jeunes, communiquer avec le-la responsable de Jeunesse du Monde de chaque diocèse ou au bureau national, 920, Richelieu, Québec, G1R 1L2. Tél. : (418) 694-1222. Télécopieur : (418) 694-1227.



JEUNESSE DU MONDE

CUSO

POUR S'IMPLIQUER DANS LA

SOLIDARITÉ ET LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

Travailler dans un pays du Tiers Monde comme coopérant-e avec CUSO est une occasion de contribuer à un effort pour tisser des liens internationaux entre des partenaires à la recherche d'alternatives au modèle dominant. Les projets auxquels s'associe CUSO sont axés vers une résistance socio-économique et culturelle, vers les principes et les pratiques féministes, les droits de la personne et la démocratie. Si une telle implication vous intéresse et que vous possédez l'expérience requise, vous pouvez remplir une demande pour l'un des postes offerts par CUSO en Afrique, en Amérique latine ou en Asie.

POSTES OFFERTS

Conseillère ou conseiller pour une coopérative agricole au MOZAMBIQUE

Travail avec une coopérative regroupant une soixantaine de familles, dans un effort pour augmenter la capacité de production et de commercialisation.

Formatrice ou formateur en gestion de micro-entreprise auprès des paysans au PÉROU

Au sein d'une fédération agricole, pour améliorer les méthodes de production, de commercialisation, et apporter une formation en gestion.

Conseillère ou conseiller dans le domaine de la mise en marché au NICARAGUA

Au sein d'un important mouvement coopératif, pour contribuer à un effort de commercialisation dans le difficile contexte des nouvelles politiques économiques en vigueur.

Le salaire offert permet de couvrir le coût de la vie dans le pays hôte. CUSO absorbe les frais de transport, d'assurance, et offre une indemnité. Les critères professionnels et d'expérience applicables aux postes sont définis par les partenaires des pays hôtes.

D'autres postes sont disponibles. Pour plus d'information, contactez :

Chercheuse ou chercheur en économie politique en COLOMBIE

Au sein du principal centre de recherche et d'éducation populaire non gouvernemental (CINEP) qui s'oriente vers la recherche d'alternatives populaires. Le travail du coopérant ou de la coopérante doit permettre d'apporter une perspective internationale.

Administratrice pour des programmes de développement des femmes en ZAMBIE

Au sein d'un mouvement coopératif dans le domaine agricole, contribuer à la conception et à la mise sur pied d'un programme réalisé par et pour les groupes locaux de femmes.

CUSO appuie la mobilisation face aux mégaprojets qui affectent l'environnement et les peuples autochtones de Colombie. Ici, une délégation d'organisations populaires autochtones et noires de la Côte Pacifique de la Colombie, accueillie par le Grand Conseil des Cris de la Baie James l'an dernier. Un effort pour partager des expériences et tisser des liens de solidarité internationale.



Monique Simard (3^e à partir de la gauche), lors d'une rencontre dans le bidonville de Collique au Pérou, en avril dernier, dans le cadre d'une mission auprès d'organisations de femmes péruviennes afin d'identifier des pistes de collaboration. La mission était organisée par le Comité canadien d'action sur le statut de la femme (CCA) et CUSO-Québec.



CUSO-Québec • 1600, ave Delorimier • Montréal (QC) H2K 3W5 • (514) 528-8465



PHOTO: NICK HEDGES

LES JEUNES DE LA GUERRE

Pour certains-es, la guerre ressemble à un jeu. Mais, pour la plupart, c'est un enfer où ils doivent apprendre à survivre jour après jour. Des jeunes parlent de la guerre et de la violence institutionnalisée autour d'eux comme d'autres racontent leurs aventures au camp de vacances. Non pas avec désinvolture; plutôt avec détails et émotions.

La fuite et l'exil font partie des dures réalités de la guerre et de l'après-guerre. Les traumatismes subis refont périodiquement surface. Souvent à notre insu, on côtoie ces jeunes victimes de la guerre et de la torture, qui tentent de trouver non seulement refuge chez nous mais également une certaine paix intérieure.

Les jeunes d'Afrique du Sud, de Bosnie, de Croatie, du Liban, d'Haïti, du Pérou et de la Somalie composent la courte-pointe de ce dossier où la situation des jeunes en pays de guerre vous est présentée sous toutes ses coutures.

UN DOSSIER PRODUIT PAR JEAN ROBITAILLE

JEUNES FEMMES DE L'EX-YOUGOSLAVIE: LE VIOL COMME STRATÉGIE DE GUERRE

JEAN ROBITAILLE



PHOTO ANDREW KAISER - G.A.F.F

LES GUERRES NE SONT JAMAIS PROPRES, MAIS CERTAINES SONT VRAIMENT PLUS SALES QUE D'AUTRES. DEPUIS LE DÉBUT DE LA GUERRE DANS L'EX-YOUGOSLAVIE, 50 000 FEMMES, DONT UN GRAND NOMBRE DE JEUNES FILLES, ONT SUBI LES PIRES ASSAULTS DES COMBATTANTS SERBES QUI PRATIQUENT AVEC UN ZÈLE SORDIDE UNE ABOMINABLE STRATÉGIE DE GUERRE ET DE PURIFICATION ETHNIQUE. DANS LES TERRITOIRES DE BOSNIE ET DE CROATIE QU'ILS ONT CONQUIS PAR LA FORCE, LES SERBES GARDENT PRISONNIÈRES LES FEMMES EN ÂGE DE PROCRÉER DANS DES «CAMPS DE LA MORT ET DE VIOLS OÙ ELLES SONT SYSTÉMATIQUEMENT VIOLÉES, À RÉPÉTITION, MASSIVEMENT, JUSQU'À CE QU'ELLES TOMBENT ENCEINTES OU QU'ELLES MEURENT DE LEURS SÉVICES.

La stratégie serbe de «nettoyage ethnique» des territoires conquis vise, d'une part, à forcer l'exil des populations locales par des bombardements massifs et continuels et, d'autre part, à mettre enceintes, par la force, les femmes musulmanes afin qu'el-

les enfantent des petits Serbes.

«DES COMPTES À RENDRE POUR CELA»

Voici le témoignage de Azra, jeune femme de Kozarac, violée par les militaires serbes.

«L'équipage d'un tank et quelques tchetniks sont arrivés. 30 hommes. Des bouchers du front de Croatie. Ils se sont moqués de nous: «Quels beaux culs vous avez! Dommage que vous soyez Turques». Nous pleurons toutes, nous avions extrêmement peur. Ils nous ont donné l'ordre d'enlever nos vêtements. Si nous refusions, ont-ils dit, ils nous les arracheraient de force. Trois d'entre nous ont refusé, et ils ont arraché leurs vêtements avec des couteaux. Nous étions debout en cercle, nues. Ils restaient assis, buvant et fumant. Ils nous ont donné l'ordre de marcher en rond. Nous l'avons fait pendant un quart d'heure environ, pendant qu'ils buvaient et se repaisaient les yeux de ce spectacle. Puis cela a commencé.

Bizarrement, au lieu de choisir chacun une femme, ils se sont tous approchés de la même fille et se sont alignés. Les autres filles regardaient, pleuraient, suppliaient, mais les hommes étaient comme sourds et muets. Cela se passait sur un rocher, dans la cour. J'étais troisième. Ils se sont approchés de moi, et j'ai commencé à les supplier de ne pas me toucher. L'homme qui était à ma gauche m'a frappée dans le dos deux fois avec la crosse de son fusil, puis les deux hommes se sont mis à me battre. Je suis tombée. Alors la pire a commencé.

J'ai été violée une première fois. Je me suis débattue, j'ai poussé des cris, je lui ai tiré les

cheveux. Il m'a frappée sur la bouche, ma lèvre inférieure a commencé à saigner. Je me suis évanouie. Quand je suis revenue à moi, j'ai été violée à nouveau. Cela ne peut pas être décrit, la douleur était horrible. Pendant que j'étais encore consciente, j'ai été violée par huit hommes, et je ne sais pas ce qui s'est passé après. Il était environ onze heures. J'ai crié, imploré, pleuré. L'un d'eux, qui avait environ 35 ans, était étendu sur moi, pressant le canon de son arme contre ma tempe, me regardant longtemps dans les yeux. C'est alors qu'un jeune homme s'est approché. Je l'avais déjà vu à Prijedor, nous allions dans la même école. Il a quatre ans de plus que moi. Il a saisi l'homme plus âgé par l'épaule et lui a dit de fichier le camp. Ce dernier l'a regardé, s'est levé et est parti. Le jeune homme n'a pas participé au viol collectif. Il m'a donné la main pour m'aider à me relever. Je me suis relevée, nue. Pendant que le dernier homme était encore sur moi, un autre faisait passer la lame de son couteau sur ma poitrine. Il semblait jouer, mais il laissait de profondes écorchures. Comme j'étais vierge, je saignais beaucoup. Ils avaient tous entre 22 et 40 ans. Le jeune homme qui m'a sauvé la vie - il s'appelle Malden R. - était garde à Trnopolje. Comme nous partions, il leur dit: «souvenez-vous, vous aurez des comptes à rendre pour tout cela». Ils l'ont juste regardé méchamment et dit qu'ils étaient certains que non.»

VO remercie la Fédération nationale Solidarité Femmes, de Paris, qui nous a transmis les rapports produits par Zeljka Mrhic et Nina Kadic, responsables d'un centre d'aide aux victimes de viol dans l'ex-Yougoslavie



PHOTO: BENOÎT AQUIN

Benoît Aquin, un des photographes de VO, présente l'exposition «Haïti Chérie», au Centre interculturel Strathearn, à Montréal, jusqu'au 21 septembre. Informations: (514) 872-9808.

HAÏTI: DIGNES ENFANTS DE LA RUE

ANDRÉ LACHANCE

PRÈS DES GARGOTES EN PLEIN AIR DU CHAMP-DE-MARS, UNE BANDE D'ENFANTS SALES SE JETTE SUR LES RELIEFS DES RARES CLIENTS, LES PLUS GRANDS DISPUTANT AUX PLUS PETITS UN OS DE POULET, UN RESTE DE FRITES, UN FOND DE PEPSI. PARTOUT, DANS CETTE CAPITALE DE LA MISÈRE ANTILLAISE QU'EST DEVENUE PORT-AU-PRINCE, DES FEMMES ET DES ENFANTS SE FROTTENT LA PANSE EN LANÇANT «MOË GRAN' GOÛT» (J'AI FAIM) À L'ADRESSE DES PASSANTS INDIFFÉRENTS.

Dans le parc où s'élèvent les statues orgueilleuses des héros de l'indépendance de la première République noire, une fillette en loques, pieds nus sur le bitume, quémande quelques centimes. Tout à côté, d'autres de ces pitoyables enfants de la rue – ils seraient plus de 5 000 à Port-au-Prince – astiquent, cigarette au bec, une jeep cabossée.

Enock Olastin, 10 ans, et Jésus Nicolas, né l'année où «Jean-Claude est parti», font du «ciré machines» au

Champ-de-Mars, à quelques pas du Palais national. Équipés d'un seau d'eau et de quelques chiffons crasseux, ils passent ainsi tout le jour, et une bonne partie de la soirée, à nettoyer les pare-brise et à astiquer les chromes des véhicules, en espérant que leurs propriétaires voudront bien les gratifier de quelques cents...

Aucun n'est jamais allé à l'école. La nuit, ils dorment dans le parc, derrière les gargotes. Les deux «marchent ensemble» comme ils disent, ce qui leur assure une petite protection contre les gangs d'enfants qui tentent parfois de les chasser.

LES PIEDS BRÛLÉS POUR 20c

Lorsque je demande à Enock de me montrer ce qu'il a amassé depuis le ma-

tin, il vide ses poches d'un air méfiant. Dans sa menotte, à peine quelques centimes... Jésus me raconte que le mois précédent, des grands se sont emparés d'eux alors qu'ils dormaient dans le parc et lui ont brûlé les pieds avec un briquet pour lui soutirer le billet de 2 gourdes (20c au cours actuel) qu'un fêtard lui avait donné...

Comme des centaines d'autres enfants des rues, Enock et Jésus fréquentaient le centre *La famille, c'est la vie*, fondé par le père Jean-Bertrand Aristide, avant qu'il ne devienne président. Mais, aujourd'hui, c'est fini: l'immeuble qui abritait «La fanmi se la vi» n'est plus que ruines...

Les deux enfants ne comprennent pas ce qui se passe dans le pays. Tout ce qu'ils



PHOTO: BENOÎT AQUIN


savent, c'est que la vie était plus facile «avant», car il y avait plus de clients et plus de restes de repas. Ils savent aussi qu'ils ont faim, qu'ils ont souvent peur et qu'ils vont pieds nus dans l'une des villes les plus pauvres de la planète.

LES MIRAGES DE LA TÉLÉ

Enock me parle avec admiration des enfants états-uniens qu'il a déjà vus à la télé, dans la vitrine d'un grand magasin du quartier Bord-de-mer: «Ils n'ont aucun problème, ces enfants. Ils mangent tant qu'ils veulent, ils vivent dans de belles maisons, ils ont des bicyclettes...» Jésus le regarde, dépit. Il me dit qu'il n'a encore jamais vu de télévision...

Derrière nous, un haut-parleur se met soudain à cracher une chanson geignarde où il est question de «papa Dessalines», le père de l'Indépendance haïtienne, celui-là même qui fit périr à peu près tous les Blancs que comptait la Première république noire en 1804. Les décibels nous chassent et nous nous retrouvons bientôt sous l'imposante statue du mulâtre Pétion, justement l'un de ceux qui firent assassiner ce «papa Dessalines», dont se réclament sans cesse les putschistes du Palais national... On les comprend. Dans l'Haïti de l'embargo, dans ce pays mis à l'index par la communauté internationale, les putschistes ont tout intérêt à mousser la fierté nationale, à évoquer les «sublimes va-nus-pieds de 1804» en oubliant ceux de 1993...

Mal à l'aise dans leur chandail déchiré, leur short troué manifestement portés sans interruption depuis des lustres, les deux gamins refusent que je les photographie. Et c'est avec une froide dignité qu'ils me demandent d'attendre au lendemain afin qu'ils puissent se laver et trouver du linge de rechange...

Interloqué, je regarde Enock et Jésus disparaître dans la nuit. Le fameux «Tout moun sé moun» du Président déchu me revient à l'esprit. Oui, il avait raison, le petit «prêtre rouge». Tout homme est un homme. Même les enfants abandonnés que crachent sans cesse les bidonvilles dans les rues implacables de Port-au-Prince. 

LES TENSIONS RACIALES SONT ENCORE TRÈS FORTES EN AFRIQUE DU SUD. MAIS CE QUI SURPREND LE PLUS, C'EST LA VIOLENCE ENTRE LES NOIRS.

L'INKATHA, UN PARTI NOIR D'EXTRÊME DROITE, FAIT RÉGNER LA TERREUR DANS LES COMMUNAUTÉS OÙ L'ANC, DE NELSON MANDELA, EST FORTEMENT INTÉGRÉ. LES ATTAQUES DE L'INKATHA, FRÉQUENTES ET DÉVASTATRICES, SONT EFFECTUÉES AVEC LA COMPLICITÉ DES FORCES DE L'ORDRE BLANCHES QUI PROFITENT DE CETTE DIVISION POUR MIEUX RÉGNER.

DES JEUNES TENTENT DE PROTÉGER LEUR COMMUNAUTÉ. ILS TÉMOIGNENT D'UN QUOTIDIEN OÙ LES BARRICADES ET LES COCKTAILS MOLOTOV CÔTOIENT LES TERRAINS ET LES BALLONS DE SOCCER.

«C'est horrible de penser qu'à chaque semaine, il meurt jusqu'à 50 personnes dans nos communautés», s'indigne Josephina Tladi, 18 ans, de la zone 19, aussi appelée Libye.

«Il s'est produit une fusillade récemment dans la zone 11. Au bout de quelques minutes, un *casspir* (char d'assaut de l'armée) est arrivé et les tueurs ont couru s'y réfugier. La même chose s'est passée lors du massacre de Boipatong.» 45 personnes, dont une femme enceinte, ont été tuées à coups de machettes, de lances et d'armes à feu, et beaucoup d'autres ont été blessées, lorsqu'un groupe de partisans de l'Inkatha ont attaqué des citoyens de Boipatong, le 17 juin 1992.

AVOIR DES ARMES...

Billy Mashiva, 22 ans, vit à Angola, la zone 12 du township de Sebokeng. Billy, sans emploi et sans argent pour poursuivre ses études après l'école secondaire, est le portrait type des jeunes des

AFRIQUE DU SUD: TERREUR NOIRE

MARTHA GORDON
TRADUCTION:
MARIE CONSTANTINEAU



PHOTO: MARK PETERS POUR NEWSWEEK

townships. En effet, moins d'un pour cent des étudiants-es qui quittent l'école trouveront un emploi cette année. Il dépend donc, pour vivre, de sa mère, une travailleuse domestique de 60 ans, qui doit également prendre soin de ses deux autres enfants et de deux petits-enfants. La famille Mashiva habite dans une maison de briques de quatre pièces, l'une de ces «boîtes d'allumettes» typiques des townships. Elle dispose d'une toilette à l'arrière de la maison et d'un robinet. Et parfois d'électricité, dérisoire avantage sur de larges secteurs du township, qui eux en sont carrément privés.

Billy affirme que la violence s'est vraiment intensifiée depuis l'attaque menée le 4 septembre 1990 par l'Inkatha Freedom

Party, parti noir d'extrême droite dirigé par Gatsha Buthelezi, chef du Kwa-Zulu. «Les résidents d'un foyer d'accueil pour travailleurs migrants étaient en train de se faire tuer par des membres de l'Inkatha, alors les habitants de Sebokeng sont venus les aider à se défendre. Ils ont forcé les assaillants à se réfugier dans le foyer d'accueil et les ont empêchés de fuir en encerclant l'immeuble. Mais les Forces armées sud-africaines sont venues à la rescousse des membres de l'Inkatha. Les soldats ont commencé à tirer sur les gens; entre 50 et 60 personnes sont mortes. Le

lendemain, le président du Congrès national africain (ANC), Nelson Mandela, est venu s'adresser aux citoyens. Nous lui avons répondu: «Nous en avons assez d'être attaqués par les membres de l'Inkatha. Donnez-nous des moyens de nous défendre, car il arrive trop souvent que des résidents du foyer soient tués». Mandela a dit qu'il comprenait notre frustration et que nous avions le droit d'être en colère, mais que les dirigeants ne pouvaient pas nous donner des armes, car nous ne savions pas les utiliser.»

«Nous voulons être libres et nous sentir chez nous partout, affirme Eric Nyandi, 20 ans, étudiant et joueur de soccer qui vit avec ses parents, son frère et sa soeur. Je crois qu'il y a un risque de guerre civile dans ce pays. Je ne sais pas comment nous empêcherons les gens de s'entre-tuer. Nous avons même peur d'aller faire des courses le soir. Lorsque je vais à Evaton (à proximité), ça m'arrache le coeur de voir des enfants sans vêtements ou sans souliers; et il fait si froid en hiver. Mais personne ne semble se préoccuper d'eux, déplore Eric qui veut devenir ingénieur en mécanique. Je ne souhaite pas devenir riche, mais je veux m'instruire. Je veux que les Noirs gagnent de bons salaires, comme les Blancs. Les salaires doivent être les mêmes pour tous, Blancs ou Noirs.»

LOIN DES POURPARLERS NATIONAUX

Julia Matsekane, 23 ans, vit avec ses trois soeurs dans la zone 14 de Sebokeng depuis qu'elle a quitté la petite ville de Welkon, dans l'État libre d'Orange. «Lorsque je suis arrivée en 1989, la situation n'était pas si grave, mais depuis 1990, lorsqu'on a levé l'interdiction à l'égard de l'ANC et d'autres organisations politiques, la violence s'est vraiment intensifiée dans notre région. L'an dernier, en juillet, les membres de l'Inkatha ont organisé une marche pour la paix. Mais après la marche, ils ont commencé à fracasser des vitres et à tuer des citoyens innocents dans leurs maisons. Nous pensions que les choses s'arrangeraient lorsque Mandela rencontrerait Buthelezi, mais cela s'est passé au niveau national. Ici, sur le terrain, nous sommes toujours confrontés aux mêmes problèmes», affirme Julia, enseignante qui travaille de façon intermittente.

«Ce qui nous aide à Sebokeng, c'est que l'Inkatha n'a pas de base ici. Les membres de l'Inkatha doivent donc venir faire leurs attaques la nuit et repartir. Mais il est impossible de prévoir quand surviendront ces attaques.»



PHOTO: JIGAO SILVA

SCÈNE D'AFRIQUE

En se promenant dans les rues poussiéreuses, pleines de nids-de-poules et de pierres, on peut voir des enfants jouer au soccer dans un terrain vague, entre des maisons et un magasin. Ils utilisent des pierres pour délimiter les buts. Pour eux, pas de gazon sous leurs pieds nus lorsqu'ils pourchassent le ballon, seulement de la terre et de la roche. Pas un seul arbre dans les environs. Un smog épais surplombe les rangées de maisons qui s'étirent à l'infini.



PHOTO JUHAN KLUSS

Vivant dans un pays où une femme est violée toutes les 83 secondes, Julia a très peur du viol et du harcèlement. Les problèmes de Sebokeng contribuent à la violence faite aux femmes, dit-elle. «On constate que les criminels profitent de la présence des barricades pour violer des femmes, parfois à la menace d'un revolver.»

«Les femmes doivent s'organiser et participer à la vie politique, affirme Julia, qui en tant que secrétaire est la seule femme travaillant à la direction locale de la Ligue des jeunes. Le principal obstacle, c'est que beaucoup de femmes se sous-estiment et croient que les hommes doivent leur dire quoi faire.

POLICE, PATROUILLES ET COMITÉS DE PAIX

Thabo Mothopeng, 24 ans, de la zone 11 (Namibie), est devenu actif dans la communauté, lorsqu'il militait dans le mouvement étudiant. «En 1987, il était difficile pour moi d'aller à l'école, car la police nous surveillait et nous accusait d'être

des terroristes. Je passais moins de 30 minutes par jour à l'école. J'ai mis fin à mes activités sportives, comme le soccer et le tennis sur table, et je me suis mis à étudier dans la clandestinité. J'ai échoué ma 8e année. Ce n'est que plusieurs années plus tard que j'ai terminé mes études secondaires. Je voulais être avocat, mais maintenant il est trop tard; je n'ai pas d'argent pour poursuivre mes études.»

Actuellement, Thabo Mothopeng travaille à la protection de son secteur. «Nous passons presque toutes nos nuits debout à creuser des tranchées, à ériger des barricades et à patrouiller les rues. Une nuit, des policiers, blancs et noirs, sont venus dans notre secteur. Ils portaient des passe-montagnes et des blousons pour que nous ne puissions pas les reconnaître. La police nous a dit que nous n'avions pas le droit de patrouiller, mais elle ne fait rien pour nous protéger. Que devons-nous faire contre ces assaillants sans visage, qui sont parfois des criminels agissant de connivence avec la police?»

«Ce qui me frustre, ce sont les comités de paix locaux. Ils ne servent à rien. Lorsque des gens sont tués, des membres de notre comité sont arrêtés. Tout ce que peut faire le comité de paix, c'est offrir les services d'un avocat et payer la caution. Mais on se fait quand même arrêter. Nos parents nous cherchent partout et ne nous retrouvent qu'après que nous ayons passé deux ou trois jours en prison, où on nous a torturés et battus.»

«Les comités de paix locaux devraient avoir accès aux armes que la police confisque aux gens. Ils doivent veiller à ce que ces armes ne soient pas remises aux criminels qu'on envoie tuer nos gens.»

«Mon rêve, c'est de voir l'ANC prendre le pouvoir; je veux retourner aux études, afin de me procurer la meilleure arme qui soit: un diplôme.»

17

MARTHA GORDON est journaliste pigiste à Johannesburg.

UN CLIMAT DE CONFUSION EXTRÊME RÈGNE DANS CETTE HISTOIRE DE VIOLENCE ET DE GUERRE ENTRE L'ARMÉE PÉRUVIENNE ET LE GROUPE *SENTIER LUMINEUX*¹, CAR ON NE SAIT PLUS QUI EST RESPONSABLE DE QUOI: L'ARMÉE ACCUSE LE SENTIER LUMINEUX, LE SENTIER LUMINEUX ACCUSE LE GOUVERNEMENT, LE GOUVERNEMENT ACCUSE LES «NARCO-TRAFIQUANTS»... AU CŒUR DE CETTE CONFUSION, DES JEUNES QUI N'ONT SOUVENT D'AUTRES CHOIX QUE DE S'ENGAGER À TUER POUR SURVIVRE.

PÉROU: COINCÉS, ENTRE LA GUÉRILLA ET L'ARMÉE

MARC DEAN



PHOTO: FRAN ANTMANN

Quand les jeunes péruviens sortent du service militaire obligatoire, nombre d'entre eux se joignent aux narco-trafiquants pour pouvoir faire de l'argent, faute de s'être déniché un des rares emplois sous-payés. Ils deviennent alors vendeurs de drogue, travaillent au champ à la culture de coca ou dans les laboratoires de transformation de la feuille en cocaïne. Les plus audacieux deviennent tueurs à gage pour les mafiosi de haut rang.


CROIS OU MEURS

Cette situation explosive et confuse est un terroir idéal pour le développement de mouvements armés d'extrême gauche. On retrouve des jeunes parmi les «guérilleros» du Sentier lumineux et du mouvement révolutionnaire Tupac Amaru, souvent à des échelons inférieurs dans la hiérarchie politico-militaire. Extrêmement dogmatiques dans leur idéologie comme dans leur action, ces combattants n'hésitent pas à attaquer les responsables d'organisations populaires qui n'endossent pas leur stratégie de changement social.

UN SIMPLE SOLDAT...

Le service militaire obligatoire de deux ans, à partir de l'âge de 18 ans, fait en sorte que les jeunes se retrouvent au premier plan des combats de l'État contre les terroristes et les narco-trafiquants. Ce sont de simples soldats, membres de l'armée, la marine ou l'aviation, sous-payés,

qui se retrouvent au front. Ces institutions étant souvent impliquées dans des cas de corruption et de violation des droits humains fondamentaux, ces jeunes soldats font le sale travail, obéissant aux ordres de leurs officiers supérieurs qui, eux, collectent les dividendes de leurs services rendus aux narco-trafiquants et autres délinquants.

Ils sont policiers ou délinquants et la différence qui existe entre les deux est bien mince. Les policiers revendent ou gardent pour eux-mêmes ce qu'ils ont repris aux voleurs et emprisonnent d'honnêtes gens dans le but de percevoir un petit pourboire pour les laisser ressortir. Quand les policiers ne le font pas, ce sont les juges et les avocats qui servent. 

1. Groupe d'extrême gauche, d'inspiration maoïste, prônant la lutte armée, dogmatique et violent.

MARC DEAN a travaillé pendant deux ans au Pérou au niveau de la pastorale jeunesse et sur les questions de droits humains.



PHOTO: MOMOI KAZUMA



PHOTO: ALEXANDRO BALAGUER

RÉFUGIÉS-ES SOMALIENS-NES: FUIR, POUR DÉCOUVRIR UNE NOUVELLE VIOLENCE

ÉLODIE MARTEL

VIVANT EN EXIL DANS UN CAMP DE RÉFUGIÉS-ES AU NORD-EST DU KENYA DEPUIS PLUS D'UN AN, DES ADOLESCENTS-ES SOMALIENS-NES RACONTENT LEUR FUITE D'UNE GUERRE QUI N'A, POUR EUX, AUCUN SENS.

Un orphelin de 13 ans de Kismayo (Somalie) explique que sa mère était décédée et qu'il vivait avec son père lorsque les troubles ont éclaté: «J'étais à l'école lorsque la guerre a commencé. Nous pouvions entendre les coups de fusil et les combats. Le professeur nous a dit de fuir si l'on voulait sauver notre vie. Je suis parti en courant parmi tous les autres. Nous avons finalement rejoint Doble avec un groupe de gens qui avaient un véhicule. C'est là que j'ai appris que mon père avait été tué. Je suis reparti avec un groupe de gens qui se dirigeaient vers la frontière pour ensuite être amenés dans un camp de réfugiés.»



PHOTO ALEXIS CORDESSE

«JE SUIS RESTÉ POUR GARDER LA MAISON»

Un de ses copains, de 12 ans, se rappelle les premiers combats: «Ma famille a décidé de partir lorsque les problèmes ont commencé. La guerre avait éclaté, mais moi, je suis resté pour garder la maison. Je croyais que les combats allaient arrêter et que ma famille allait revenir. Mais les combats sont devenus de plus en plus violents, il y a eu de nombreux morts. Mogadishu vivait dans la torpeur, je me suis mis à avoir peur. C'est de cette manière que j'ai découvert la guerre. J'ai fui avec des amis qui m'ont aidé à me rendre jusqu'à Kismayo, puis je suis descendu à la frontière du Kenya avec plusieurs autres dans ma situation. C'est après avoir traversé la frontière que l'on m'a amené ici et que je suis maintenant un réfugié. Je n'ai pas encore retrouvé ma famille, mais je ne désespère pas.»

Un autre jeune de 10 ans souligne qu'il n'avait jamais entendu des bruits aussi étranges et aussi puissants à Mogadishu. Il a vu les militaires se battre avec la population. Son père a été détenu en prison pendant un certain temps. Lorsqu'il

ÉLODIE MARTEL est coopérante pour l'organisme CARE au Kenya et en Somalie.



PHOTO DAVID TURNLEY

a été libéré, leur maison a été démolie, leurs possessions volées. Ils ont dû fuir le pays afin de survivre.

LA DÉPENDANCE

«Au début, dans le camp de réfugiés-es, on nous a aidés, donné de la nourriture, des soins médicaux, mais après un certain temps, on découvre que la violence existe également ici. Il arrive souvent de se faire voler notre carte de ration, voler nos possessions. Nous avons quitté la guerre pour gagner un nouveau milieu de violence.»

Le camp de réfugiés-es où habite ce groupe s'appelle Ifo. Il y a maintenant trois écoles primaires récemment construites, pour les jeunes de 6 à 12 ans. L'école secondaire n'est pas encore construite; les jeunes de plus de 12 ans se plaignent de ne pas avoir tellement à faire dans le camp.

Quant à leur avenir, les jeunes expriment des craintes, s'ils devaient demeurer dans un camp de réfugiés-es. Ils disent que ce sera difficile, qu'ils ne pourront pas se développer et acquérir une bonne éducation. Les jeunes ont hâte de retourner dans leur pays: «Nous pourrions alors prendre nos propres décisions. Ici, nous nous sentons dans une situation de dépendance à laquelle on ne peut rien changer.»

LIBAN: LA GÉNÉRATION DE L'APRÈS-GUERRE

ALAIN TINAOU



PHOTO: YAN MORVAN

BIEN QUE LE PAYS AIT CONNU LA PAIX DEPUIS 1990, LA GUERRE EST ENCORE TRÈS FORTEMENT PRÉSENTE DANS LES ESPRITS, ET LES DESTRUCTIONS ENCORE VISIBLES; LA GUERRE A RUINÉ LE PAYS. ET LES JEUNES ADULTES SONT SOUVENT INFANTILISÉS PAR LA SITUATION. ILS SE TROUVENT CONFRONTÉS CONTINUUELLEMENT À DES PROBLÈMES D'ORDRE MATÉRIEL: LE POUVOIR D'ACHAT EST EN CHUTE LIBRE, LES EMPLOIS SE FONT RARES. LEUR SOCIÉTÉ NE LEUR A TRACÉ AUCUNE VOIE...

«**C**ela fait 15 ans que nous supportons la guerre, la paix est bien moins lourde à supporter», répète sans cesse un jeune universitaire. Cette idée de supporter la paix met bien en lumière toutes les variantes des états d'âme des jeunes libanais-es.

Le jeune de 25 ans a le sentiment d'avoir perdu sa jeunesse, son adolescence, pendant la guerre. Il découvre que cette période de sa vie, lui appartenant en propre, a été sacrifiée sur l'autel d'une quelconque idéologie. Rejette-t-il cette guerre pour autant? Certains-es le feront: ceux et celles qui, après avoir combattu durant des années, vont regretter amèrement leur implication dans cette «sale» guerre

qui les a dépouillés-es de leur personnalité et les a acculés-es à tuer. D'autres, et ils sont plus nombreux, justifient la guerre par leurs propres actes de courage, de patriotisme, ou par l'obéissance aux ordres.

PLURALISME OU INTOLÉRANCE

Cette génération (12 à 25 ans) a subi pendant la guerre et aujourd'hui encore, de la part des membres de leur groupe et des groupes opposants, un endoctrinement et une propagation de la haine, de l'intolérance, du sectarisme, voire du racisme. On a dressé les Libanais-es les uns-es contre les autres et, forcément, les jeunes, plus influençables, sont tombés dans le piège en plus grand nombre.

L'on constate aisément que la rancœur n'a pas encore fait place à la tolérance et au pardon. Qu'en est-il de leurs sentiments ou leurs ressentiments envers l'autre groupe? «Non, moi je ne passe pas à Beyrouth-Est, les Musulmans ne m'intéressent pas, ils sont même dangereux», avouera un chrétien.

N'oublions pas que la guerre a décimé des familles entières, les morts ont été innombrables. La question, pour les survivants-es, est donc de savoir comment faire pour que la guerre ne se reproduise plus, que les velléités d'annihilation ou de purification soient à jamais disparues. Comment se comporter devant l'autre (lire ancien-ne adversaire). Faut-il être arrogant-e, lui démontrer qu'on est le-la vainqueur-e? Essayer d'apaiser ces sentiments et rechercher l'épanouissement de tous les membres de la société? Qu'en

est-il de l'état de la possibilité de coexistence chez le-la jeune? Dans l'état actuel des choses, la méfiance semble être le sentiment le plus répandu.

LES JEUNES FACE AU RELIGIEUX

On remarque une recrudescence du sentiment religieux teinté de fanatisme, voire d'intégrisme chez les jeunes. La période d'après-guerre n'a pas été assez longue pour démanteler l'embrigadement des jeunes par les institutions religieuses. L'allégeance de la jeunesse aux partis dits religieux est encore très forte.

Or, introduire l'idée de laïcisation ou de sécularisation forcée au Liban est en soi une révolution, quand on sait que la représentation confessionnelle est institutionnalisée à tous les niveaux. Pour certains-es jeunes, la guerre est la preuve de l'impossibilité du pluralisme islamochrétien. Alors, que faire? «Je ne sais pas si nous, jeunes de toutes les confessions, sommes prêts à transgresser tous les tabous de la société libanaise», de dire cette jeune fille de 23 ans, de retour au Liban après un séjour à Montréal. Elle ajoutera, et c'est d'autant plus significatif: «Je ne sais pas si, en notre for intérieur, nous voulons le changement (lire la sécularisation), et si nous disposons d'assez de force et de persévérance pour l'entreprendre».

ALAIN TINAOU travaille au Carrefour des Cèdres, un organisme de coopération et de solidarité avec la population du Liban.

ILS SONT DANS NOS ÉCOLES, TRAVAILLENT DANS NOS DÉPANNEURS, PRENNENT L'AUTOBUS AVEC NOUS. ILS SONT DE PLUS EN PLUS NOMBREUX À CHERCHER REFUGE ICI, À L'ABRI DES RÉGIMES TORTIONNAIRES ET DES GUERRES QUI FONT RAGE UN PEU PARTOUT EN AFRIQUE, EN AMÉRIQUE DU SUD ET EN ASIE. CES JEUNES ARRIVENT SOUVENT SANS VALISE. MAIS LEUR BAGAGE EST POURTANT PLEIN DE SOUVENIRS ATROCES ET NON-CICATRISÉS.

COMMENT SORTIR PLUS FORT DU TRAUMATISME

ENTREVUE AVEC CÉCILE ROUSSEAU ET CELIA LILLO

JEAN ROBITAILLE

Cécile Rousseau insiste pour qu'on ne présente pas les jeunes ayant subi les traumatismes de la guerre simplement comme de «pauvres petites victimes». «Ce serait nier leur propres forces», assure-t-elle. Médecin, elle travaille tout particulièrement cette question avec le Réseau d'intervention auprès des personnes ayant subi une violence organisée (RIVO).

Elle évoque l'état de semi-guerre dans lequel vivent les enfants de la rue au Brésil pour confirmer ses propos. «On a découvert une organisation très forte des jeunes, sans aucun lien affectif avec des adultes. Ils ont une capacité de générer et de créer des noyaux de survie vraiment impressionnante. Ils font même entre eux l'ap-

prentissage de la résolution de conflits. Il faut donc faire attention de ne pas projeter nos propres appréhensions face à ces situations d'horreur.»

RÉUSSIR POUR TÉMOIGNER

Celia Lillo, psychologue, qui oeuvre aussi à Montréal avec le RIVO souligne qu'une étape importante du cheminement des personnes qui vivent un stress post-traumatique, «consiste, ultimement dans leur démarche thérapeutique, à dénoncer sur la place publique, avec d'autres jeunes, ce qu'ils ont vécu. Il faut les aider à ventiler leurs émotions et les transpo-

ser dans des actions concrètes, collectives et positives.»

Cécile Rousseau parle également de la possibilité de mettre à profit cette expérience. «On assiste souvent à une transmission inter-générationnelle des traumatismes. Les gens vont ainsi vouloir vivre, réussir des choses, pour porter témoignage à ceux qui sont morts. Ces traumatismes ne sont donc pas juste négatifs. Les enfants qui ont survécu à la guerre, ont souvent tendance à chercher des emplois pour «réparer» le mal qui a été fait: médecin, pilote d'avion, président du pays, etc.»

LES DIFFÉRENCES CULTURELLES

(J.R.) Selon Cécile Rousseau, la culture d'origine prédispose les individus à réagir et à composer de manières bien différentes à des situations de violence et de torture pourtant similaires. «On est étonné de constater comment la capacité d'intégrer le traumatisme est très différente selon les différentes communautés culturelles. Dans notre culture occidentale, dont sont issus les réfugiés centro-américains, la torture réfère, au plan étymologique, au fait de causer du tort à quelqu'un. Alors que dans la culture confucianiste ou bouddhiste, le tort réfère au karma de l'individu, au fait que sa destinée est déterminée par ses vies antérieures.»

«Les gens des différentes communautés se distinguent aussi par leurs aspirations. Les personnes réfugiées du sud-est asiatique pensent à faire venir leur famille au plus tôt alors que celles d'Amérique centrale rêvent à la libération de leur pays. Quand on désire intervenir correctement avec ces gens-là, il importe donc de savoir composer avec ces particularités.»





PHOTO: A. GREEN, SYGMA

LES RÉFLEXES ET LA CULPABILITÉ

(J.R.) Selon Celia Lillo, le stress post-traumatique peut être déclenché par des situations très anodines. «La simple vue de bottes Doc Martens dans le métro de Montréal a rappelé à un jeune salvadorien les coups de pieds que les militaires lui avaient donnés et ça l'a plongé immédiatement en crise. Les jeunes arrivent souvent bouleversés dans mon bureau: ils savent bien qu'objectivement ici ils ne sont pas persécutés, et pourtant, ils se sentent très mal. Dans ces situations de stress post-traumatiques, ils peuvent ressentir beaucoup de culpabilité et se demandent: «Pourquoi j'ai eu la chance de m'en sortir et pas les autres?» Les militants politiques qui ont subis la torture n'ont souvent jamais parlé de leurs expériences avant d'entreprendre une thérapie ici. Ça aurait signifié pour eux reconnaître une défaite de leur organisation politique que de parler de leurs tortures. Dans leur pays, il ne fallait surtout pas «démoraliser les troupes.»

«Les jeunes qui ont vécu de très graves traumatismes doivent évidemment vivre avec leur souffrance, mais elle peut devenir la source d'une très grande force. Il ne faut surtout pas adopter une attitude misérabiliste à l'égard des jeunes qui vivent de tels traumatismes», soutient encore Cécile Rousseau.

Rigoberta Menchu, jeune autochtone du Guatemala, incarne ainsi de façon éloquente ce que des traumatismes de ce genre peuvent provoquer de positif chez une personne. Très jeune, elle a perdu ses parents victimes de la répression sauvage de l'armée guatémaltèque. Peu après, en 1980, elle fut témoin du massacre de son jeune frère et des membres de sa communauté, brûlés vifs par les militaires. Ardente militante pour les droits humains depuis une dizaine d'années, elle vient de recevoir le Prix Nobel de la Paix en 1992.

VIVRE LE DEUIL

On peut certes croire aux forces impressionnantes des gens qui survivent aux tortures, mais la souffrance est tout de même là, elle demeure... «Justement, ces enfants ne sont pas malades, ils sont souffrants.» Cécile Rousseau clame qu'il faut reconnaître la souffrance de ces enfants pour ce qu'elle est vraiment et offrir des solutions appropriées aux manifestations de colère ou de délinquance qui surgissent. Comme dans bien d'autres

cas, la simple répression ne réglerait rien. Il faut offrir une démarche thérapeutique.

L'étape première, c'est celle du deuil. «Le deuil est nécessaire pour les enfants, rappelle Cécile Rousseau. S'ils restent dans leur pays, en situation de guerre, le processus de deuil est presque impossible. Par ailleurs, lorsqu'ils arrivent ici, on ne doit pas exiger une acculturation trop rapide parce qu'ils ont besoin du contact avec leur culture d'origine. C'est elle qui va leur permettre de vivre leur deuil. Parce que tant que le deuil n'est pas fait, tout projet est impossible. Pour eux, le temps s'arrête. On va ainsi chercher à faire le deuil des pertes pour rétablir la continuité entre le passé et le présent.»

PHOTO: CHARLES HARBUTT, MAGNUM





PHOTO MARC CHARUEL

À TRAUMATISMES COMPARÉS

«Dans le plan d'intervention que nous suivons en thérapie, nous accordons une place centrale au traumatisme, qui va être appelé à structurer la vie de l'individu. Mais, pour certains dont l'expérience est encore trop douloureuse, il faudra d'abord rétablir une continuité, un lien de confiance avec l'humanité, sans toucher directement au traumatisme. La confiance ébranlée dans l'être humain, c'est une des choses les plus difficiles à rétablir. Faut comprendre les jeunes qui en viennent à se dire: «Mes parents sont trop faibles pour me protéger et les autres sont trop méchants.» C'est une situation horrible ou des enfants vont aller jusqu'à s'identifier à l'agresseur, parce que, même s'il est très méchant, on lui voue une certaine admiration parce qu'il est fort.»

Conscients de la fragilité de leurs parents, les enfants ont néanmoins énormément besoin d'eux. Cécile Rousseau souligne «qu'en général, il est préférable de sortir les enfants des situations de guerre. Mais l'exil représente une très grosse rupture dont il ne faut pas minimiser l'importance. Les enfants qui ont été évacués de Londres pendant la Deuxième guerre

mondiale ont été plus traumatisés que ceux qui ont vécu les bombardements avec leurs parents. Le contexte affectif stable est quelques fois plus important que l'ampleur des bombardements.»

QUAND LA GUERRE, C'ÉTAIT COMME UN GRAND JEU

Cécile Rousseau est bien consciente des limites de l'intervention thérapeutique et de la nécessité d'offrir l'aide appropriée: «Il faut reconnaître que l'intervention individuelle fait des fois plus de tort que de bien. L'intervention de groupe dans les cas d'inceste est bien sûr nocive, mais elle s'avère nécessaire avec des enfants dont les parents, militants de l'ANC par exemple, sont morts au combat.»

Au fond, cette démarche thérapeutique exige beaucoup de confiance mais aussi énormément de prudence parce que la situation est pleine de paradoxe et d'ambiguïté. Comme le remarque Cécile Rousseau: «La guerre pour certains enfants, c'était comme un grand jeu. Mais que faire avec des enfants qui, non seulement ont appris à tuer, mais ont acquis un statut de héros pour l'avoir fait?»

Selon Célia Lillo, les procédures d'immigration causent énormément de problèmes. On fait revivre aux jeunes des choses horribles lors des interrogatoires, sans précaution. La confusion dans laquelle ils peuvent alors tomber sera ainsi interprétée par les procureurs du gouvernement comme une preuve de la fabulation des jeunes.

D O S S I È R E

DEPUIS 1961

EN SOLIDARITÉ

INTERNATIONALE



MEMBRE DE NOUVELLES SOLIDARITÉS

ENVOYEZ VOS DONNÉS À:
SUCO
3680 JEANNE-MANCE
BUREAU 410
MONTRÉAL (QUÉBEC)
H2X 2K5
TÉL.: (514) 982-6622.

AUJOURD'HUI C'EST JEUDI

Jeudi d'automne malgré l'été
aujourd'hui le pauvre mineur
porte ses rêves
Il mourra ce jour même
sous la voûte obscure
dont ils gardent le souvenir
Il est mort sous un mur traître
et de lui, nul ne se souvient

HOY ES JUEVES

Hoy es jueves de enero
es jueves de otoño
hoy el pobre minero
encarna su sueño
Se morirá hoy en su techo oscuro
del cual ya tienen su recuerdo
le cayó un traicionero muro
y de él no se acuerdan

Poème écrit à Arequipa par un jeune Péruvien de 12 ans, en mémoire de Pedro Huilca, dirigeant d'une centrale syndicale ouvrière, assassiné par le Sentier Lumineux en 1992.

En appui aux femmes, aux enfants et aux hommes des pays en voie de développement qui réalisent des projets efficaces et durables pour assurer leur avenir.

LA PREMIÈRE BOUTIQUE DE
COMMERCE ÉQUITABLE À
MONTREAL.

NOUS VENDONS PRESQUE EXCLUSIVEMENT DES
PRODUITS FAIT À LA MAIN.
PLUS DE 400 ARTICLES
DIFFÉRENTS

CULTURES

PLUS QU'UNE BOUTIQUE !...
UN MOYEN DE SUPPORTER LES
COOPÉRATIVES DES PAYS EN
VOIE DE DÉVELOPPEMENT

UNE INITIATIVE DES PROGRAMMES INTERNATIONAUX DU Y.M.C.A.
DE MONTREAL, PARTENAIRE EN DÉVELOPPEMENT AVEC DES
ORGANISMES ET DES GROUPES EN AMÉRIQUE LATINE - EN
AFRIQUE ET EN ASIE.
CULTURES 1450 STANLEY MONTREAL, QUÉBEC H3A 2W6
(514) 849-5331 POSTE 262 OU 849-7863



Le Centre d'études arabes pour le développement (CEAD)
vous invite à une conférence :

FEMMES ET DÉMOCRATIE AU MOYEN-ORIENT

Le 25 septembre 1993
À l'Université Concordia

Information supplémentaire : (514) 982-6616



مركز
الدراسات
العربية
للتنمية

centre d'études arabes
pour le développement
(canada)

3680, Jeanne-Mance, # 450
Montréal, Québec
H2X 2K5
Téléphone : (514) 982-6616
Télécopieur : (514) 982-6122
E-Mail : CIDMAA@WEB.APC.ORG

Le Centre d'information et de docu-
mentation sur le Mozambique et
l'Afrique australe

CIDMAA



*Un pont entre l'Afrique
australe et le Canada*

3680, Jeanne-Mance, # 440
Montréal, Québec
H2X 2K5
Téléphone : (514) 982-6606
Télécopieur : (514) 982-6122
E-Mail : CIDMAA@WEB.APC.ORG



LANGUE MATERNELLE: FRANÇAIS

IL Y A QUELQUES MOIS, LES RÉSULTATS DU RECENSEMENT ÉTATS-UNIEN DE 1990 ÉTAIENT ANNONCÉS. COUP DE THÉÂTRE: 32 MILLIONS DE NOS VOISINS-ES DU SUD ONT UNE LANGUE MATERNELLE DIFFÉRENTE DE L'ANGLAIS.

Le recensement de 1990 démontre clairement qu'une personne sur sept, soit 14% des résidents-es des États-Unis ayant plus de cinq ans, grandit dans une langue autre que l'anglais. Une hausse de près de 40% fut enregistrée dans les années 80. Cette hausse est essentiellement due à l'arrivée massive de latino-américains-es. On comptait en 1990 plus de 17 millions d'hispanophones chez les cinq ans et plus, une augmentation de 50% en dix ans. Ceux-celles-ci représentent plus de la moitié de tous-tes les résidents-es des États-Unis qui ont une langue maternelle autre que l'anglais.

Mais ce qui peut surprendre, c'est qu'après l'espagnol, c'est le français qui vient en deuxième place. De 1980 à 1990, on a enregistré une hausse de 8,3% chez celles dont le français est non seulement la langue maternelle, mais aussi la langue d'usage à la maison. Traditionnellement, c'est au Maine et au New Hampshire que l'on retrouve le plus de gens parlant français, chez les descendants-es des Canadiens-nes français-es s'étant installés-es aux États-Unis entre 1850 et 1930. Le français des *Cajuns*, ces descendants-es d'Acadiens-nes déportés-es en Louisiane il y a deux siècles et demi, a fait l'objet, quant à lui, d'un calcul distinct.

LA DERNIÈRE VAGUE

La vague d'immigration dans les années 80 a certes été la plus forte depuis les 70 dernières années. Signe important, l'alle-

mand et l'italien sont tous deux à la baisse, alors que le chinois, le coréen, le vietnamien, le thai, le khmer (Cambodge) et le tagalog (Philippines) – des langues asiatiques – ont enregistré des hausses phénoménales.

Avec tous ces bouleversements démogra-

phiques, la société états-unienne a dû s'ajuster. Par exemple, dans plusieurs états, lors des élections, les bulletins de vote sont aussi imprimés dans d'autres langues que l'anglais.

En banlieue de Washington, dans la ville de Arlington en Virginie, les écoles se voient confrontées à des élèves parlant près de cent langues différentes.

Depuis quelques années, plusieurs groupes de pression ont tenté de ralentir la progression des services offerts en langues autres que l'anglais. Un de ces groupes, le *U.S. English*, déclarait récemment que les données du recensement confirment leurs craintes de voir l'anglais disparaître.

Parmi les états à forte concentration de résidents-es avec une langue maternelle étrangère, on compte d'abord le Nouveau-Mexique (33,5%), la Californie (31,5%), le Texas (25,4%), Hawaii (24,8%) et New York (23,3%).

Langue d'usage à la maison Nombre de personnes parlant cette langue (cinq ans et plus)

	1990	1980
Espagnol	17 339 000	11 549 000
Français	1 703 000	1 572 000
Allemand	1 547 000	1 607 000
Italien	1 309 000	1 633 000
Chinois	1 249 000	632 000
Tagalog	843 000	452 000
Polonais	723 000	826 000
Coréen	626 000	276 000
Vietnamien	507 000	203 000
Portugais	430 000	361 000
Créole	188 000	25 000
Navajo (langue autochtone)	149 000	123 000

Source: Census Bureau.



TOUR DU QUÉBEC

CPMO: UN COLLOQUE DE MONDE ORDINAIRE

MARC VALADE

LA COULEUR DE BASE

Ce fait ne semble pas être passé inaperçu lors de cette rencontre puisqu'il en a teinté les ateliers et les plénières: «Nous, on pense qu'il est temps de concrétiser l'union de nos résistances. On veut que ça change au Québec, non? Alors nous proposons que s'organise, à tous les mois, une demi-journée de grève générale, jusqu'à ce qu'on obtienne nos revendications!» D'un ton nerveux mais décidé, les trois femmes qui ont fait cette déclaration au micro n'étaient pas des «intervenantes» du milieu communautaire mais du monde ordinaire.

Le portrait de l'église populaire est en pleine mutation. La participation active de membres de base des groupes populaires démontre bien le changement opéré dans le milieu progressiste chrétien. Les têtes d'affiche intellectuelles et les militants-es d'action catholique, influencés par la théologie de la libération et sympathiques au socialisme, prenaient jadis une place prépondérante lors de ces colloques. Le projet de politisation, alors très présent, n'a pas réussi à entraîner les bases dans un mouvement croissant et constant. L'influence marquée de quelques uns-es, lors des précédents colloques, semble avoir fait place à la prise de parole partagée par l'assemblée. Le nouveau leadership, en ce sens, se dessine peut-être à partir d'une base engagée, laïque et populaire.

CESSONS D'ÊTRE POLIS-ES...

«Oui, mais...» Ce n'est pas tout de savoir prendre la parole, il faut aussi oser une

PHOTOS
YVES PROVENCHER



action concrète et efficace. Bien que des propositions aient été lancées, il m'a semblé qu'il y avait encore loin de la coupe aux lèvres. Pour l'instant ce qui apparaissait le plus clair était le désir d'appuyer la démarche de **Solidarité Populaire Québec** à travers son projet de charte. De toute façon ce colloque s'inscrivait au sein d'un processus d'organisation à poursuivre et dont le défi demeure pour le CPMO.

L'urgence de l'organisation politique subsiste. On ne sait pas trop comment articuler un moyen global et concerté de résister. La préoccupation dont témoigne le slogan «cessons d'être polis-es, soyons politisés-es», issue d'un atelier de jeunes, trace la voie du travail qu'il reste à faire. Il débutera pour l'instant dans chacune des régions où les participants-es à ce colloque veulent continuer à se réunir et à résister de façon organisée.



IL N'Y A PLUS DE RAISON D'ALIMENTER LA NOSTALGIE DES ANNÉES GRASSES DE LA MILITANCE SOCIALE! LE MODÈLE DES ANNÉES 60 ET 70 EST BEL ET BIEN RÉVOLU ET LA DÉPRIME DES ANNÉES 80 DERRIÈRE NOUS. UN MOUVEMENT D'ORGANISATION MONTE, ISSU DE LA BASE, INTÉRESSÉ À OFFRIR UN «ÇA VA FAIRE» GLOBAL AU SYSTÈME.

Il semble que ce soit la première conclusion à tirer du dernier colloque du Centre de pastorale en milieu ouvrier (CPMO), tenu les 4, 5 et 6 juin derniers.

Un colloque remarquable qui marque un point tournant dans l'histoire d'organisation du milieu progressiste chrétien au Québec. Non seulement à cause de l'ampleur de la participation (460 personnes), mais par la présence impressionnante de «gens de la base», à qui les sessions de préparation s'étaient d'abord adressées – plus de 700 personnes rejointes durant l'année.



LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

PLUS PLUS PLUS
D'ENQUÊTES DE TÉMOIGNAGES DE REPORTAGES

- Abonnement individuel 1 an : 20,00 \$
- Abonnement individuel 2 ans : 35,00 \$
- Abonnement individuel à l'extérieur du Canada 1 an : 25,00 \$
- Abonnement institutionnel 1 an : 28,00 \$
- Abonnement institutionnel à l'extérieur du Canada 1 an : 33,00 \$
- Abonnement de soutien 1 an : 28,00 \$
- Étudiants / Sans-emploi 1 an : 14,00 \$
- Numéro individuel 3,75 \$ + 1,30 \$ poste

NOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL | _____

PAIEMENT INCLUS : _____

FAIRE PARVENIR VOTRE CHÈQUE OU MANDAT-POSTE À :
Revue Vie Ouvrière, 1212, rue Panet, Montréal (Québec), H2L 2Y7 • Téléphone : (514) 523-5998

Pour des emplois
stables et sécuritaires



TourPass

LE PASSE-PARTOUT AU QUÉBEC ET EN ONTARIO

Des vacances à la carte à prix fixe! **TourPass** vous offre de grandes villes et des paysages à vous couper le souffle. **TourPass**, c'est 14 jours de transport illimité en autocar... 14 jours de liberté pour voyager à votre gré; seulement **159 \$** (taxes en sus). **Valide : mai à octobre. Cette année, dépaysez-vous chez vous!**

RENSEIGNEMENTS ET CONDITIONS : **(514) 842-2281**





CHRONIQUE INSOLENTTE

PANTALONS ÉLÉPHANT ET PROJETS DE SOCIÉTÉ

NICOLE BRAIS

DEPUIS 2 ANS, ON RECOMMENCE À PARLER DE «PROJET(S) DE SOCIÉTÉ». TIENS DONC.

A l'automne, même s'il n'y a pas eu d'été, on a l'impression de revenir de vacances. Il faut reprendre le collier qu'on avait troqué par la casquette, le temps d'une éclaircie.

Un peu nostalgiques, on revient quand même dynamisés-es, les uns-es par les UV dispensés au compte-goutte, les autres par les dossiers laissés à contre-cœur au mois de juin aux lendemains d'un colloque, d'un congrès, d'un symposium ou d'une assemblée générale, locale, régionale, provinciale ou internationale. Toutes ces réponses sont bonnes. Parmi ces dossiers laissés sur la glace ou sous le ventilateur, celui du PROJET DE SOCIÉTÉ. Il y a deux ans, je vous aurais mis-es au défi de prédire ce qui reviendrait le premier à la

mode entre le pantalon éléphant et le projet de société. Ils ressortent simultanément des oubliettes et envahissent les étagères et les agendas. Je vous laisse en tirer une conclusion qui ne s'impose pas d'elle-même.

Le pantalon éléphant ne fera pas que des adeptes. Personnellement... je ne serais pas trop peinée qu'on le tablette. Tous les goûts sont dans la nature, me direz-vous. Je n'ai pas de penchant pour le safari: je préfère de loin la plomberie et les pantalons tuyaux. C'est une question de

lignes, ajouterez-vous. Lignes pour lignes, entre s'évaser et coller à la réalité, fut-elle désagréable, j'ai fait mon choix.

Un projet de société ne fait jamais que des adeptes. Je suis loin d'être convaincue que vous endossez celui que M. Bourassa se défend d'avoir, que vous signeriez celui par lequel M. Parizeau voudrait nous avoir. On n'est jamais aussi bien projet-de-sociétalisé que par nous-même. Au-delà des grandes lignes assez évasives toutes en «istes», où tout le monde se retrouve: socialiste, pacifiste, féministe, pluraliste, écologiste, tiers-mondiste et humoriste (j'insiste), il faudra bien finir par aborder la mécanique, la plomberie, la tuyauterie. C'est toujours là qu'on finit par se perdre et que les sceptiques sont convaincus... qu'ils avaient raison.

Un projet de société, ça ne se fait pas en criant ciseau et ça prend beaucoup de fil. J'ai dans l'idée qu'il faut oublier le «one size fits all» et miser sur le prêt-à-porter. Fait au Québec.

LE MONDE VU D'EN BAS



DIX ANS ONT PASSÉ DEPUIS LA DISSOLUTION DU MOUVEMENT MARXISTE-LÉNINISTE AU QUÉBEC. ET PLUSIEURS ANCIENS-NES MILITANTS-ES PRÉFÉRAIENT QU'ON N'OUVRE PAS LES PLACARDS. D'AUTRES, APRÈS UN MOMENT D'HÉSITATION ET DE RÉFLEXION, ACCEPTENT D'ABORDER LE SUJET PUBLIQUEMENT, POUR UN NOUVEAU BILAN, ET POUR EXPLIQUER LES RUPTURES...

REGARD SUR L'EXTRÊME GAUCHE DES ANNÉES 70 OÙ SONT ALLÉS LES DINOSAURES?

KAREN RICARD

En Lutte! et La Ligue¹ ont été les deux plus grosses organisations marxistes-léninistes au Québec. Ces deux groupes ont été fondés dans la première moitié des années 70, et leurs activités ont duré jusqu'au début des années 80. On s'explique mal, encore aujourd'hui, ce qui a réellement mené à la dissolution éclair du mouvement marxiste-léniniste. Coincés entre le féminisme et la question nationale, les m-l sont partis sans laisser d'adresse. Le bilan de leur activité militante n'a pas été fait, et il est difficile d'évaluer ce qu'ils ont laissé en «héritage» au Québec contemporain.

LA CRISE EN 3 POINTS

Pierre Gaudreau a milité à la Ligue-PCO (Parti communiste ouvrier) de 1977 à 1982. Il est un de ceux qui sont restés jusqu'à la dissolution du groupe. Même aujourd'hui, il ne regrette pas d'avoir participé à l'aventure m-l. Sans doute parce qu'il fait une distinction entre le projet socialiste (qu'il croit, dit-il, toujours juste) et les différentes interprétations et applications qui en ont été faites, ici comme ailleurs.

«J'ai toujours mis trois éléments majeurs pour expliquer la crise. Il y a, en premier lieu, la ligne du parti sur la question des femmes; celle-ci était vue comme étant une «lutte secondaire». Et c'est la même chose pour la question nationale.» Il faut

rappeler que le PCO, au référendum de 1980, appelait les gens à annuler leur vote plutôt que de choisir un des deux camps «bourgeois». «La ligne du PCO était qu'il fallait passer par le socialisme pour régler les autres problèmes», nous dit Pierre. Il y avait donc, dans les deux organisations (En Lutte et PCO), une secondarisation de la lutte des femmes et de la question nationale.

Au plan théorique comme au plan pratique, la «ligne juste», la vraie lutte (celle qui absorbait toutes les autres), c'était la lutte pour le socialisme via la construction d'un parti prolétarien. Et les militants-es maoïstes n'avaient, à cet égard, aucun droit de dissidence. «Tu te faisais dire par les dirigeants que la ligne, c'était ça... T'avais le droit de débattre et de réserver ton opinion... Après ça, ou tu partais ou tu te ralliais et tu diffusais la ligne du parti», rappelle Pierre Gaudreau.

À la secondarisation de la lutte des femmes et celle de la question nationale, s'ajoute donc un troisième élément: le manque de démocratie. «Il n'y avait pas de débats larges sur les positions politiques du parti», ajoute Pierre Gaudreau.

Charles Gagnon a été le principal fondateur d'En Lutte. Il publie la brochure *Pour le parti prolétarien*, qui marque le début du mouvement m-l au Québec. On lui attribue donc une certaine «paternité» à l'égard du mouvement. Il a eu, en tout

cas, un réel ascendant sur les militants-es du groupe En Lutte! puisqu'il a été le secrétaire général de cette organisation pendant presque dix ans.

Quand on lui demande ce qui a mené à la dissolution du groupe, il dit que «ça s'est cristallisé, entre autres, autour de la question des femmes». Il y avait aussi la question nationale, mais c'est l'émergence d'une critique féministe qui va lui coûter son poste de secrétaire général d'En Lutte!

Charles Gagnon admet qu'il a été un peu dépassé par la place qu'a prise la question des femmes dans l'organisation communiste. Mais il saisit mal le sens de cette opposition interne dans son groupe: «Là où les problèmes commencent et vont s'aggraver avec les années - ce que d'ailleurs je n'ai pas encore vraiment compris 15 ans après - c'est sur l'approche féministe des problèmes.»

L'INSUBORDINATION DES FEMMES

En théorie, les marxistes-léninistes n'étaient pas contre le mouvement des femmes. Mais il ne fallait pas distraire les troupes du véritable combat.

Françoise David est aujourd'hui coordonnatrice à l'R des Centres de femmes du Québec. Un destin qui peut sembler équivoque pour cette ancienne militante d'En Lutte qui admet qu'au moment où elle s'est ralliée à ce groupe, la

lutte des femmes, «ça ne la rejoignait pas beaucoup». Elle avait auparavant milité dans un organisme du quartier Centre-Sud. Là, «tout le monde était pauvre. Les hommes, les femmes, les enfants, les vieillards...» Elle considérait donc, à l'époque, que l'ennemi, c'était le système capitaliste et non pas le patriarcat. Et elle ne faisait pas de lien entre les deux.

Personnellement, elle n'a pas trop souffert de comportements discriminatoires. Mais elle a vu, avec le temps, que ce n'était pas le cas pour toutes les militantes du groupe. «Au cours de certaines discussions, j'ai réalisé à quel point En Lutte! avait pu être dur pour des femmes. À quel point certaines femmes étaient malheureuses dans ce groupe-là... Elles faisaient des *jobs* plates, pas valorisées, pas valorisantes.»

Ces «discussions entre femmes», dont parle Françoise David, ce sont les «colloques d'amertume», que Jocelyne Lamoureux (aujourd'hui professeure de sociologie) a contribué à mettre sur pied. Les colloques d'amertume – l'expression est de Mao Tsé-Toung – ont servi à «faire le point sur ce qu'avait été notre vie en tant que femmes à l'intérieur de l'organisation», explique Jocelyne Lamoureux.

Cette militante de quartier a adhéré à un groupe m-l parce qu'elle voulait élargir son champ d'action. Parce que, selon elle, «le travail en quartier avait des limites extrêmement puissantes. Il y avait des choses qui étaient toujours et éternellement à recommencer».

Elle a, effectivement, trouvé à En Lutte! une façon plus «globale» de faire de l'intervention politique. Elle a même adhéré totalement à l'idéal révolutionnaire. Au point qu'elle admet aujourd'hui avoir été porteuse d'un discours dogmatique. Elle se souvient même d'avoir eu des positions très ambivalentes face au mouvement des

femmes. Et, comme pour Françoise David, le fait de rencontrer des femmes à l'intérieur de structures autonomes lui a permis de constater à quel point il était difficile de concilier la lutte des femmes et le socialisme. Elle va d'ailleurs prononcer, à l'occasion du 8 mars 1981, un discours intitulé *Lutte des femmes et socialisme: un combat difficile, possible, urgent*². «Mais, ajoute-t-elle, ça va surtout s'intituler «lutte difficile», parce que la lutte des femmes et le socialisme, ça n'allait pas de soi...»

Donc, celle qui avait déjà affirmé publiquement que les «féministes étaient un peu des diviseuses du mouvement révolutionnaire» va, avec les colloques d'amertume, raffiner un peu ses positions. Elle en viendra même à considérer que «c'est dans la théorie révolutionnaire – le

marxisme-léninisme – qu'il y a des problèmes fondamentaux».

Ces considérations font écho au travail entrepris par Micheline De Sève dès 1974-1975. Selon Mme De Sève, «le concept de classes ne permet pas de rendre compte de l'ensemble des inégalités sociales³. Chez les m-l, on valorisait les activités productives industrielles au détriment du travail lié à la reproduction. L'insubordination des femmes était donc inévitable».

À L'ENCRE DE CHINE

On ne peut évidemment pas expliquer l'écrasement du mouvement m-l à partir de la seule question des femmes. Celle-ci nous permet toutefois de constater que les problèmes se situaient autant au ni-



PHOTO: THIERRY MUGLER



Faire abstraction du passé et du présent au nom du futur, c'était le *modus vivendi* de nos avant-gardes.

veau théorique qu'à celui des pratiques militantes et politiques. Et ces pratiques concernaient tout autant les hommes que les femmes.

Quand on joignait les rangs d'En Lutte ou du PCO, on acceptait la logique inhérente à ce genre d'organisation: le centralisme démocratique, la soumission à la ligne du parti, les sessions de critique-autocritique...

On rit beaucoup aujourd'hui quand on entend raconter certaines anecdotes sur les m-l: les soirées où l'on chantait à la gloire de «Staline, notre héros, Par les monts et par les vaux...», et autres «camarade par-ci, camarade par-là». Ce qui ne devrait pas nous empêcher de nous questionner sur les «erreurs» commises au nom du socialisme *made in Quebec*.

Évidemment, le Québec n'est pas la Sibérie et on devrait peut-être mettre un bémol aux termes que l'on utilise maintenant presque systématiquement quand il est question de l'extrême gauche: totalitarisme, dogmatisme, sectarisme...

Mais la plupart des anciens-nes militantes qui acceptent de prendre la parole maintenant admettent que certains faits sont troublants.

Les sessions de critique-autocritique ont d'ailleurs beaucoup marqué la plupart des militantes-es m-l. Quand Françoise David

aborde le sujet, c'est pour se mettre elle-même sur la sellette. Elle se souvient d'une militante de sa «cellule» qui, après un accouchement, avait beaucoup de difficulté à reprendre son activité militante. «Nous avons fait une session de critique-autocritique, raconte Françoise David. C'est une image qui m'est restée et que je vais regretter toute ma vie. Aujourd'hui, je me dis «c'est-tu épouvantable de blesser du monde comme ça...» On a eu des sessions de critique-autocritique qui faisaient mal à du monde. Et ça, c'est absolument inacceptable.» «Quand t'es dans l'engrenage insidieux de dire «je suis une révolutionnaire, je veux changer le monde, il faut donc me changer moi-même», c'est inimaginable ce que t'en viens à accepter comme intrusion dans ta vie privée. Parce que la logique est implacable», conclut Françoise David.

LES RUPTURES

Ce penchant pour le sectarisme et le dogmatisme a aussi contribué à marquer l'histoire politique du Québec d'une autre façon. Des amitiés et des affinités politiques ont été rompues au passage du mouvement m-l.

Pierre Vallières se souvient de sa «rupture» d'avec Charles Gagnon, son vieux compagnon d'armes au sein du FLQ (Front de libération du Québec). À l'aube de l'aventure m-l, en 1972, ces deux anciens camarades en sont arrivés à la croisée des chemins. Vallières, se définissant comme un rebelle incapable de se soumettre à la moindre orthodoxie, a refusé de tenter l'expérience m-l. Ce que Gagnon (qui posait alors les jalons du groupe En Lutte) n'a pas accepté.

Pierre Vallières raconte la suite: «en 1972, on étaient invités, Charles et moi, à un congrès de la CEQ à Rouyn-Noranda... Le lendemain du congrès, j'avais invité Charles à venir souper à la maison à Ferme-Neuve. Il m'a dit: «On n'a plus rien à se dire». Moi j'ai dit: «Que c'est ça c't'affaire-là?» Moi, ça ne me faisait rien qu'il soit m-l, mais pour lui, il n'y avait plus de solidarité ou de fraternisation

**TRAVAILLER À LA DÉFENSE DES
ACQUIS SOCIAUX:
UN ENGAGEMENT DE TOUS LES
INSTANTS SANS LEQUEL LES
DROITS DU TRAVAIL NE SAURAIENT
ÊTRE MAINTENUS**

Syndicat de l'enseignement de Laval

[K.R.] Une fissure s'est glissée dans l'imagerie politique du Québec contemporain; le *m-lisme* a changé la face du radicalisme politique, tel qu'il s'écrivait auparavant au Québec. Qu'on se rappelle du programme de Parti pris au début des années '60: Indépendance, socialisme, laïcisation.


Il n'est pas question, ici, de réanimer les fantômes idéologiques du passé. Une génération plus tard, on n'attend plus le *package deal* idéaliste des années 60. Ouvrir le dossier des m-l, c'est revenir sur un passé qu'on a peine à bien assimiler. Le Québec moderne (celui né de la cuisse de la Révolution tranquille) a donné plus souvent qu'à son tour dans la politique de la table-rase; faire abstraction du passé et du présent au nom du futur, c'était le *modus vivendi* de nos avant-gardes.

Ceux et celles qui n'ont pas connu la joyeuse équipée idéologique des années 70 ont tout à gagner en s'efforçant de comprendre de quoi est fait notre passé récent. Histoire, bien sûr, de ne pas retomber dans les mêmes pièges... Mais aussi pour dépasser les préjugés et les apriorismes qui empêchent les nouvelles initiatives d'éclorre.



PHOTO: PIERRE McCANN

possible. Moi, ça m'apparaissait comme une aberration totale.»

Ce que Pierre Vallières raconte, c'est le prologue d'une histoire qui, pendant plus d'une décennie, s'est écrite à l'encre de Chine. 

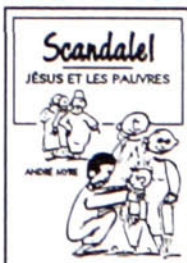
1. Le nom complet était la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. La Ligue est devenue le Parti communiste ouvrier (PCO) en 1980.
2. *Lutte des femmes et socialisme: un combat difficile, possible, urgent.*
3. DE SÈVE, Micheline, *Pour un féminisme libertaire*, Montréal, Boréal Express, 1985, pp. 63-64.

Déclat: deux nouvelles brochures

Scandale!

Jésus et les pauvres

André Myre * 64 pages * 4,25\$



L'étonnant parti pris de Jésus de Nazareth en faveur des pauvres est un appel à nous engager sur des chemins de liberté et de justice.

nouveautés

Résister

Le combat d'une espérance têtue

Guy Côté * 70 pages * 4,50\$



Inspiré du livre de Daniel. Une invitation à résister à l'injustice et à tenir bon dans l'espérance.

ÉDITIONS PAULINES et CENTRE DE PASTORALE EN MILIEU OUVRIER
En vente chez votre libraire



L'ESPOIR, DU CÔTÉ DES ENFANTS

PIERRE VIAU

PHOTOS PIERRE VIAU

D'un côté de la rivière Outaouais, les résidences cossues des ambassadeurs-rices et ministres à Ottawa, du haut de leur falaise, marquent la rive québécoise, particulièrement un quartier isolé de Hull, le secteur Fournier. Au fond de ce quartier, plusieurs dizaines de HLM ont un voisin bien tranquille: un cimetière.

ficile. «Les magasins, les usines ferment. Tous les jours, on voit ça dans les journaux. Les Québécois avec leur diplôme, avec le français et l'anglais, ne trouvent pas de travail.» Santiago doit aller à l'école, niveau Secondaire II. «On ne peut rien faire sans un Secondaire V. Ça va prendre du temps!» Autant que ses enfants?


Un dimanche matin, 8h, dans leur HLM, Santiago et Gregoria attendent la visite de VO. Vers 9h, les enfants, Alexander, 14 ans, et Vladimir, 10 ans, viennent rejoindre papa et maman. Encore endormis, ils laissent parler leur père.

La famille est arrivée du El Salvador à la fin d'octobre 1990. Santiago décrit le sentiment d'impuissance et d'insécurité de leur voyage avec escale à Miami, Toronto, l'arrivée à Ottawa. «Ah! mon Dieu, on nous traitait comme des enfants. Sans explication, on nous disait: assoyez-vous là, donnez-moi vos papiers, attendez ici, on va revenir dans 15 minutes. Arrivés à Ottawa, nous avons été hébergés dans un hôtel de Gatineau.»

APRÈS TROIS ANS

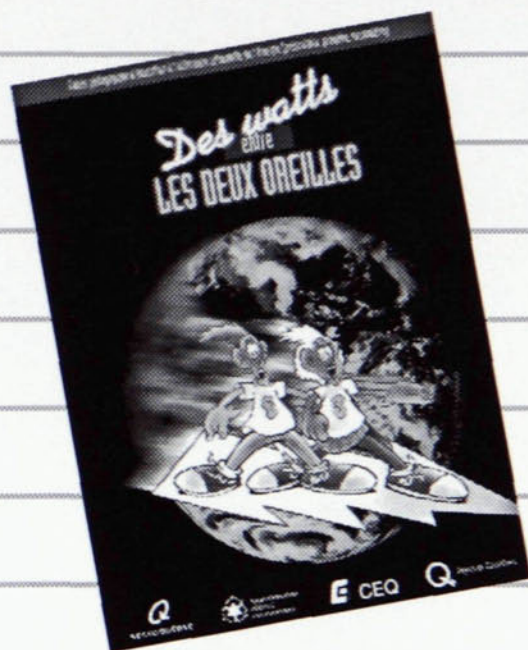
Trois ans plus tard, Santiago et Gregoria prévoient un avenir dif-

Les amis-es de Vladimir sont cambodgiens-nes, portugais-es, malgaches et vietnamiens-nes, ceux-celles d'Alexander sont bulgares, honduriens-nes, salvadoriens-nes et québécois-es. «Je serai mécanicien d'auto», dit Alexander. Vladimir, lui, espère être pompier. Les enfants parlent le québécois des jeunes de leur âge, sous le regard satisfait de leurs parents. Que font-ils l'été? «On va à la pêche avec papa et on se promène en vélo.»

Santiago et Gregoria vivent d'espoir, de celui de l'avenir de leurs enfants. Ils sont membres du comité des parents de l'école. «C'est la meilleure façon de connaître le programme, les projets, de comprendre le fonctionnement de l'école. On peut mieux aider les enfants.» Ils participent aussi aux activités communautaires du quartier. «Quand on n'a pas de travail, c'est une façon de se sentir utile dans la société.» 



Pour un monde écologique, pacifique et solidaire



Des watts entre les deux oreilles,
cahier pédagogique d'éducation
à l'utilisation rationnelle de l'énergie
(préscolaire, primaire et secondaire).
Une production du Fonds d'éducation
relative à l'environnement (FERE),
RECYC-QUÉBEC, Hydro-Québec et
la Centrale de l'enseignement du Québec

*Disponible au Centre de documentation de la CEQ,
(418) 627-8888, coût 5 \$.*



Une commandite de la Centrale de l'enseignement du Québec

Le mythe de la croissance infinie est aujourd'hui remis en question par l'accumulation des catastrophes écologiques et l'expansion de la pauvreté dans le monde. Voilà où nous a conduit l'intérêt à court terme des employeurs, entraînant le gaspillage des ressources et de l'énergie, la piètre qualité des produits et des services, la précarisation d'une partie importante des emplois, et la concentration de plus en plus grande de la richesse.

S'impliquer dans l'organisation du travail, c'est travailler à relancer le progrès social

Pour relancer le développement dans le sens du progrès social, il faut changer l'organisation du travail de façon à permettre aux travailleurs et travailleuses d'utiliser leur savoir-faire, leurs connaissances, leur créativité. C'est ainsi qu'on pourra le mieux rejoindre l'intérêt de la majorité pour un meilleur partage des emplois et de la richesse, pour des produits de qualité, des services de qualité, et des emplois socialement utiles.



La Confédération des syndicats nationaux
1601 rue de Lorimier, Montréal, H2K 4M5